

# Banque HSBC Canada

**Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2019**



## Performance de la Banque HSBC pour le deuxième trimestre de 2019

## Trimestre clos le 30 juin 2019

## Total du résultat d'exploitation

545 M\$ ▼ 4,4 %

(570 M\$ en 2018)

## Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

168 M\$ ▼ 32,0 %

(247 M\$ en 2018)

## Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire

112 M\$ ▼ 34,5 %

(171 M\$ en 2018)

## Semestre clos le 30 juin 2019

## Total du résultat d'exploitation

1 090 M\$ ▼ 1,9 %

(1 111 M\$ en 2018)

## Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

397 M\$ ▼ 20,3 %

(498 M\$ en 2018)

## Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire

270 M\$ ▼ 21,5 %

(344 M\$ en 2018)

## Au 30 juin 2019

## Total de l'actif

115,2 G\$ ▲ 11,4 %

(103,4 G\$ au 31 décembre 2018)

Ratio des capitaux propres de catégorie<sup>1</sup>

11,1 % ▼ 20 pb

(11,3 % au 31 décembre 2018)

*Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent*

La Banque HSBC Canada a affiché un résultat d'exploitation de 545 M\$ pour le trimestre et de 1,1 G\$ pour le semestre, soit une baisse de respectivement 25 M\$, ou 4,4 %, et 21 M\$, ou 1,9 %, qui s'explique principalement par la mise sur pied du groupe ServCo<sup>2</sup> pour gérer les services partagés, ce qui a entraîné un recul des autres produits d'exploitation présentés de 17 M\$ pour le trimestre et de 30 M\$ pour le semestre ainsi qu'une réduction connexe des charges d'exploitation.

Deux de nos trois secteurs d'activité ont continué à générer une croissance de leurs produits au cours du trimestre. Le résultat d'exploitation du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine a inscrit une hausse de 9 M\$, ou 4,9 %, pour le trimestre et de 18 M\$, ou 5 %, pour le semestre. Le secteur des services aux entreprises a quant à lui enregistré une augmentation de son résultat d'exploitation de 6 M\$, ou 2,5 %, pour le trimestre et de 24 M\$, ou 5,2 %, pour le semestre. Ces résultats s'expliquent essentiellement par des produits d'intérêts nets plus élevés en raison de la progression de la moyenne des soldes des prêts et du total du solde de la relation globale avec les clients<sup>3</sup>. Ils ont été en partie annulés par les activités de gestion du bilan, qui se sont traduites par une diminution des produits d'intérêts nets et par une légère baisse du résultat d'exploitation du secteur des services bancaires internationaux et marchés causée par les résultats défavorables des activités de négociation et de vente de l'unité marchés, ainsi que par le repli des commissions de prise ferme. Pour le semestre, un fléchissement des profits réalisés à la cession de placements financiers a aussi contribué à la diminution.

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre et le semestre a consisté en une charge à l'état du résultat net, comparativement à une reprise pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La charge inscrite en 2019 reflète surtout l'incidence du ralentissement des perspectives économiques, contrebalancée par une reprise sur provisions enregistrée au premier trimestre pour certains clients du secteur des services énergétiques. Quant à celle constatée un an plus tôt, elle se rapportait surtout aux comptes du secteur des services énergétiques.

Puisque nous continuons à investir dans les ressources humaines, l'efficacité et la technologie pour favoriser la croissance de nos secteurs d'activités, les charges d'exploitation se sont accrues de 3 M\$, ou 0,9 %, pour le trimestre et de 13 M\$, ou 2 %, pour le semestre. Cet accroissement a été en partie annulé par une réduction des dépenses pour la mise sur pied du groupe ServCo<sup>2</sup>.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat a fléchi de 79 M\$, ou 32 %, pour le trimestre et de 101 M\$, ou 20 %, pour le semestre. Ce fléchissement est surtout imputable aux pertes de crédit attendues et aux sommes constamment investies dans notre croissance, en partie compensées par l'amélioration continue du résultat d'exploitation du secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine et de celui des services aux entreprises.

## En bref

En guise de commentaire sur les résultats, Sandra Stuart, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Nous avons clos le deuxième trimestre par une forte croissance à la fois dans les services aux entreprises, où les prêts, les soldes du financement des comptes clients et les produits générés dans les corridors commerciaux ont augmenté, et dans les services bancaires de détail et gestion de patrimoine, où le total du solde de la relation globale avec les clients<sup>3</sup> a progressé. Le rendement des services bancaires internationaux et marchés a été conforme aux attentes, les produits ayant légèrement baissé à cause de la conjoncture de marché. Le bénéfice avant impôt a reculé, ce qui rend compte de la poursuite des investissements dans nos activités, de l'augmentation des pertes de crédit attendues, alors que des reprises avaient été inscrites un an plus tôt, ainsi que du

recul des produits tirés des services bancaires internationaux et marchés.

Nous sommes conscients des défis que pose une économie mondiale en pleine mutation et nous sommes plus que jamais prêts à aider nos clients à faire face à l'incertitude que celle-ci suscite. »

- <sup>1</sup> Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le rapport de gestion pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.
- <sup>2</sup> La mise sur pied du groupe ServCo a eu lieu le 1<sup>er</sup> janvier 2019, tel qu'il est précisé sous la rubrique « Mise en place du groupe ServCo » du rapport de gestion ainsi qu'à la note 15 des états financiers consolidés intermédiaires résumés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019.
- <sup>3</sup> Le total du solde de la relation globale avec les clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine du secteur des services bancaires de détails et gestion de patrimoine.

## Nos secteurs d'activité mondiaux<sup>1</sup>

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficient du soutien de la division Opérations, services et technologie de la HSBC et de 11 fonctions mondiales.

### Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

### Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

### Services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP »)

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

## En bref

### Trimestre clos le 30 juin 2019

#### Total du résultat d'exploitation

245 M\$	▲ 2,5 %	79 M\$	▼ 14,1 %	193 M\$	▲ 4,9 %
(239 M\$ en 2018)		(92 M\$ en 2018)		(184 M\$ en 2018)	

#### Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

116 M\$	▼ 22,7 %	31 M\$	▼ 36,7 %	11 M\$	▼ 42,1 %
(150 M\$ en 2018)		(49 M\$ en 2018)		(19 M\$ en 2018)	

### Semestre clos le 30 juin 2019

#### Total du résultat d'exploitation

489 M\$	▲ 5,2 %	159 M\$	▼ 3,0 %	377 M\$	▲ 5,0 %
(465 M\$ en 2018)		(164 M\$ en 2018)		(359 M\$ en 2018)	

#### Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat

273 M\$	▼ 11,1 %	70 M\$	▼ 18,6 %	18 M\$	▼ 18,2 %
(307 M\$ en 2018)		(86 M\$ en 2018)		(22 M\$ en 2018)	

### Au 30 juin 2019

#### Actifs des clients<sup>2</sup>

29,1 G\$	▲ 7,0 %	5,5 G\$	▼ 3,7 %	28,3 G\$	▲ 0,7 %
(27,2 G\$ au 31 décembre 2018)		(5,7 G\$ au 31 décembre 2018)		(28,1 G\$ au 31 décembre 2018)	

1. Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 15 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total du résultat d'exploitation – 28 M\$ pour le deuxième trimestre et 65 M\$ pour le semestre (55 M\$ pour le deuxième trimestre et 123 M\$ pour le semestre en 2018), bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat – 10 M\$ pour le deuxième trimestre et 36 M\$ pour le semestre (29 M\$ pour le deuxième trimestre et 83 M\$ pour le semestre en 2018) et actifs des clients – néant (néant en 2018).

2. Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

## Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	4
États financiers consolidés	38
Notes annexes	43
Renseignements à l'intention des actionnaires	54

## Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	4
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	4
À propos de la HSBC	5
Mise en place du groupe ServCo	5
Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS	5
Faits saillants financiers	7
Performance financière	8
Évolution de la situation financière	11
Secteurs d'activité mondiaux	12
Sommaire de la performance trimestrielle	16
Survol et perspectives économiques	17
Faits nouveaux en matière de réglementation	18
Questions comptables	19
Arrangements hors bilan	19
Instruments financiers	19
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	19
Transactions avec des parties liées	20
Risques	20
Capital	35
Actions en circulation et dividendes	36

### Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et des notes annexes du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 (les « états financiers consolidés ») ainsi que du Rapport et états financiers annuels 2018. Ce rapport de gestion est daté du 1<sup>er</sup> août 2019, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« l'IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2018 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au [www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca). Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au [www.sedar.com](http://www.sedar.com). Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du Rapport et états financiers annuels 2018 de HSBC Holdings, sur le site [www.hsbc.com](http://www.hsbc.com). Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

### Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2018, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de liquidité et de financement ainsi que de marché, les risques opérationnels (dont ceux liés à la conformité à la réglementation, à la criminalité financière et à la sécurité ainsi que le risque fiduciaire), le risque réputationnel et les risques liés à la caisse de retraite et à la pérennité. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les modifications de nos notations de crédit, les risques relevant de nos activités et des infrastructures, ainsi que d'autres risques comme les risques matériels liés aux changements climatiques, aux changements de normes comptables, de taux d'imposition et de lois et règlements fiscaux et à notre capacité à recruter, à perfectionner et à retenir du personnel clé. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du Rapport et états financiers annuels 2018 renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste de facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est

valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

---

### À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au pays. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au Canada à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie de croissance du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, et ceux de la Chine.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère du Groupe HSBC, est situé à Londres. Le Groupe HSBC-ci sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 65 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 751 G\$ US au 30 juin 2019, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

Tout au long de notre existence, nous avons toujours cherché à être là où se trouve la croissance, accompagnant nos clients pour qu'ils saisissent les occasions, contribuant à l'essor des entreprises et à la prospérité économique et aidant les gens à concrétiser leurs aspirations et à réaliser leurs rêves et leurs ambitions.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York, de Paris et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

---

### Mise en place du groupe ServCo

Le Groupe HSBC a récemment apporté des changements à sa structure organisationnelle afin de réduire ou d'abolir certaines interdépendances critiques. Plus particulièrement, pour éliminer les dépendances sur le plan opérationnel (soit lorsqu'une filiale bancaire fournit des services essentiels à une autre), le Groupe est en voie de transférer certains services partagés de grande importance, tels ceux liés à la technologie de l'information, des filiales bancaires à un groupe de sociétés de services dûment constitué (le « groupe ServCo »), qui est une filiale de HSBC Holdings plc.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019, 608 employés et les charges générales et administratives liées à ces services partagés au Canada avaient été mutés ou transférées de la Banque HSBC Canada au groupe ServCo. Ces mutations n'ont entraîné aucun changement dans les conditions d'emploi ou dans les prestations de retraite du personnel visé. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la banque constate une charge au titre des services que lui fournit le groupe ServCo.

La mutation d'employés et le transfert de systèmes et d'autres actifs de soutien n'ont pas eu d'incidence nette majeure sur la performance ou les activités de la banque. Cette mutation et ce transfert ont donné lieu à une baisse des autres produits d'exploitation nets de 17 M\$ pour le trimestre et de 30 M\$ pour le semestre ainsi qu'à une réduction connexe du total des charges d'exploitation de 15 M\$ pour le trimestre et de 28 M\$ pour le semestre. Dans le passé, les produits et charges associés à ces services partagés étaient pris en compte dans le centre général et, dans une moindre mesure, dans le secteur des services aux entreprises.

La note 15 renferme plus de renseignements à ce sujet.

---

### Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux IFRS; il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période divisé par la moyenne<sup>1</sup> des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne<sup>1</sup> des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **levier d'exploitation/effet ciseau** s'entend de l'écart entre le taux de variation des produits et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne<sup>1</sup> des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues<sup>2</sup> annualisée et exprimée en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues<sup>2</sup> annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

## Rapport de gestion

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues<sup>2</sup> sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne<sup>1</sup> du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

- 1 *La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- 2 *La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*



## Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
<b>Performance financière de la période</b>					
Total du résultat d'exploitation		545	570	1 090	1 111
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		168	247	397	498
Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire		112	171	270	344
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(40)	11	(28)	39
Charges d'exploitation		(337)	(334)	(665)	(652)
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		0,22	0,34	0,54	0,69
<b>Mesures financières (%)</b>					
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire	1	9,1	14,7	11,2	14,7
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	1,6	2,4	1,9	2,3
Ratio d'efficience		61,8	58,6	61,0	58,7
Levier d'exploitation/effet ciseau		(5,3)	9,9	(3,9)	7,3
Marge d'intérêts nette	3	1,39	1,55	1,44	1,54
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	4	0,26	s. o.	0,09	s. o.
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations	4	0,10	0,07	0,06	s. o.
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		29,0	39,9	29,0	39,9
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,08	0,17	0,09	0,16

	Note	Au	
		30 juin 2019	31 déc. 2018
<b>Situation financière à la clôture de la période</b>			
Total de l'actif		115 197	103 406
Prêts et avances à des clients		56 888	57 123
Comptes des clients		60 509	59 812
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)		94,0	95,5
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		4 946	4 733
<b>Mesures financières non conformes aux IFRS qui concernent le capital, le levier et la liquidité</b>			
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)	2	11,1	11,3
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		13,1	13,4
Ratio du capital total (%)		15,6	16,0
Ratio de levier (%)		4,3	4,6
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		42 143	40 142
Ratio de liquidité à court terme (%)		131	132

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

3 Certains montants de la période correspondante ont été retraités afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

4 La mention « s. o. » est indiquée lorsque la banque est en position de reprise nette, ce qui donne lieu à un ratio négatif.

## Performance financière

### Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	319	319	642	625
Produits de commissions nets	174	179	330	334
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	33	39	81	75
Autres éléments de produits	19	33	37	77
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>545</b>	<b>570</b>	<b>1 090</b>	<b>1 111</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit (charge)/reprise	(40)	11	(28)	39
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>505</b>	<b>581</b>	<b>1 062</b>	<b>1 150</b>
Total des charges d'exploitation	(337)	(334)	(665)	(652)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>168</b>	<b>247</b>	<b>397</b>	<b>498</b>
Charge d'impôt sur le résultat	(47)	(67)	(109)	(135)
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>121</b>	<b>180</b>	<b>288</b>	<b>363</b>

### Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

#### Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets n'ont pas évolué au cours du trimestre, mais se sont accrus de 17 M\$, ou 2,7 %, durant le semestre. Pour le trimestre, les produits d'intérêts nets sont demeurés inchangés puisque les augmentations des volumes des produits de prêt des secteurs des services aux entreprises et des services bancaires de détail et gestion de patrimoine ont été contrebalancées par le rétrécissement des marges durant ce

trimestre. Pour le semestre, la hausse des produits d'intérêts nets a résulté d'une plus forte croissance des volumes des produits de prêt, ce qui a été annulé en partie par le fléchissement des marges durant cette période.

### Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Trimestre clos le						Semestre clos le					
	30 juin 2019			30 juin 2018			30 juin 2019			30 juin 2018		
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
Notes	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	916	1	0,54	799	2	0,53	884	3	0,66	823	3	0,55
Prêts et avances à des clients	56 128	525	3,75	51 792	435	3,37	55 721	1 036	3,75	50 922	859	3,40
Prises en pension à des fins autres que de transaction	8 633	46	2,13	6 162	26	1,69	7 584	82	2,16	6 169	50	1,63
Placements financiers	25 487	127	2,00	23 286	112	1,92	25 077	255	2,05	23 382	203	1,75
Autres actifs productifs d'intérêts	733	4	2,07	340	1	1,52	686	7	2,15	319	1	0,61
<b>Total des actifs productifs d'intérêts (A)</b>	<b>91 897</b>	<b>703</b>	<b>3,07</b>	<b>82 379</b>	<b>576</b>	<b>2,80</b>	<b>89 952</b>	<b>1 383</b>	<b>3,10</b>	<b>81 615</b>	<b>1 116</b>	<b>2,76</b>
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	6 773	29	1,77	5 248	28	2,16	5 785	54	1,90	5 230	52	1,97
Actifs non productifs d'intérêts	11 958	—	—	10 811	—	—	11 964	—	—	11 219	—	—
<b>Total</b>	<b>110 628</b>	<b>732</b>	<b>2,66</b>	<b>98 438</b>	<b>604</b>	<b>2,46</b>	<b>107 701</b>	<b>1 437</b>	<b>2,69</b>	<b>98 064</b>	<b>1 168</b>	<b>2,40</b>

1 Certains montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour les périodes à l'étude.

2 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

## Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Notes	Trimestre clos le						Semestre clos le					
		30 juin 2019			30 juin 2018			30 juin 2019			30 juin 2018		
		Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût
M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%		
Dépôts effectués par des banques	2	982	1	0,26	850	—	0,05	924	1	0,25	847	1	0,26
Comptes des clients	3	54 293	214	1,58	50 875	142	1,12	53 717	413	1,55	50 807	273	1,09
Mises en pension à des fins autres que de transaction		10 452	53	2,02	7 726	30	1,53	9 209	94	2,05	6 905	53	1,55
Titres de créance émis et créances subordonnées		14 991	101	2,72	12 207	76	2,50	14 880	203	2,76	11 936	145	2,45
Autres passifs portant intérêt		2 139	15	2,67	1 713	9	2,26	2 134	30	2,80	1 761	19	2,20
<b>Total des passifs portant intérêt (B)</b>		<b>82 857</b>	<b>384</b>	<b>1,86</b>	<b>73 371</b>	<b>257</b>	<b>1,40</b>	<b>80 864</b>	<b>741</b>	<b>1,85</b>	<b>72 256</b>	<b>491</b>	<b>1,37</b>
Passifs détenus à des fins de transaction	1	4 063	17	1,74	2 715	15	2,16	3 141	28	1,82	2 808	30	2,13
Comptes courants ne portant pas intérêt		5 784	—	—	6 081	—	—	5 888	—	—	6 152	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt		17 924	—	—	16 271	—	—	17 808	—	—	16 848	—	—
<b>Total</b>		<b>110 628</b>	<b>401</b>	<b>1,45</b>	<b>98 438</b>	<b>272</b>	<b>1,11</b>	<b>107 701</b>	<b>769</b>	<b>1,44</b>	<b>98 064</b>	<b>521</b>	<b>1,07</b>
<b>Produits d'intérêts nets (A-B)</b>			<b>319</b>			<b>319</b>			<b>642</b>			<b>625</b>	

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

2 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

3 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

## Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	18	18	33	34
Produits de courtage	2	4	4	5
Cartes	16	16	31	29
Facilités de crédit	76	74	147	141
Fonds sous gestion	49	48	94	95
Importations/exportations	3	3	6	5
Commissions d'agence d'assurance	2	1	3	3
Autres	11	12	23	25
Services de paiement	9	9	17	17
Prise ferme	13	17	20	24
<b>Produits de commissions</b>	<b>199</b>	<b>202</b>	<b>378</b>	<b>378</b>
Moins les charges de commissions	(25)	(23)	(48)	(44)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>174</b>	<b>179</b>	<b>330</b>	<b>334</b>

Les produits de commissions nets du trimestre et du semestre ont fléchi de 5 M\$, ou 2,8 %, et de 4 M\$, ou 1,2 %, respectivement. Les diminutions enregistrées pour ces deux périodes ont découlé surtout du recul des commissions de prise ferme et des crédits pour ventes de dérivés du secteur des

services bancaires internationaux et marchés ainsi que de la hausse des charges de commissions provenant du courtage en ligne. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit par suite de l'élargissement des volumes des acceptations bancaires.

## Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	19	23	47	50
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	1	—	5	1
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	12	13	26	22
Inefficacité des couvertures	1	3	3	2
<b>Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>33</b>	<b>39</b>	<b>81</b>	<b>75</b>

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction du trimestre ont baissé de 6 M\$, ou 15 %, mais ceux du semestre se sont renforcés de 6 M\$, ou 8 %. La diminution constatée pour le trimestre a découlé principalement du repli des opérations de négociation de la sous-division chargée des taux, des activités de gestion du bilan ainsi que de l'effet défavorable de l'inefficacité des couvertures, ce qui a été atténué par l'intensification des activités relatives au change.

Quant à l'amélioration survenue au cours du semestre, elle a découlé surtout de la montée des intérêts nets provenant des activités de négociation en raison de la composition des produits, des évaluations de crédit et de débit favorables qu'a permises le resserrement des écarts de crédit et de la hausse des produits tirés du change. Ces facteurs ont été atténués par le ralentissement des activités de négociation de produits à revenu fixe et de celles de gestion du bilan.

## Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	10	5	18	27
Autres produits d'exploitation	9	28	19	50
<b>Autres éléments de produits</b>	<b>19</b>	<b>33</b>	<b>37</b>	<b>77</b>

Pour le trimestre et le semestre, les autres éléments de produits ont fléchi de 14 M\$, ou 42 %, et de 40 M\$, ou 52 %, respectivement. Les baisses constatées dans les deux périodes ont découlé surtout du repli des autres produits d'exploitation par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. Ce facteur a mené à une réduction des autres produits d'exploitation et à une baisse connexe des charges d'exploitation.

Pour le trimestre, la baisse a été compensée en partie par une hausse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque, en regard d'un an plus tôt.

Pour le semestre, le recul des profits réalisés à la cession de placements financiers en raison du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque a lui aussi contribué à faire baisser les autres éléments de produits.

## Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues – prêts productifs (stades 1 et 2) – charge/(reprise)	16	(21)	4	(3)
Variation des pertes de crédit attendues – prêts non productifs (stade 3) – charge/(reprise)	24	10	24	(36)
<b>Variation des pertes de crédit attendues – charge/(reprise)</b>	<b>40</b>	<b>(11)</b>	<b>28</b>	<b>(39)</b>

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 40 M\$, comparativement à une reprise de 11 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge enregistrée pour le trimestre à l'étude provient surtout d'un changement dans les prévisions économiques, changement reflétant un ralentissement de la croissance du PIB, ainsi que de l'augmentation des pertes de valeur de prêts non productifs dans un secteur lié à la construction et dans celui de l'agroalimentaire. La reprise inscrite au deuxième trimestre de 2018 provenait essentiellement de reprises sur provisions par suite de l'amélioration des conditions de crédit pour certains clients du secteur des services énergétiques ainsi que de la progression des facteurs économiques prévisionnels de l'exercice précédent.

Pour le semestre, la variation des pertes de crédit attendues a représenté une charge de 28 M\$, comparativement à une reprise de 39 M\$ pour la période correspondante de 2018. La charge enregistrée en 2019 est imputable aux facteurs énoncés ci-dessus, lesquels ont été compensés en partie par la reprise sur provisions du premier trimestre qu'a permise l'amélioration des perspectives pour ce qui est de certains clients du secteur des services énergétiques. La reprise constatée en 2018 résultait des prévisions économiques alors en vigueur, lesquelles faisaient état d'améliorations dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement dans celui des services énergétiques, ainsi que des reprises sur corrections de valeur associées à certaines entreprises de construction et de services de sous-traitance ainsi qu'à des sociétés immobilières.

## Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	171	178	345	360
Charges générales et administratives	141	144	272	270
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	17	8	35	16
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	8	4	13	6
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>337</b>	<b>334</b>	<b>665</b>	<b>652</b>

Le total des charges d'exploitation du trimestre a augmenté de 3 M\$, ou 0,9 %, pour le trimestre et de 13 M\$, ou 2 %, pour le semestre. Nous effectuons toujours des investissements stratégiques afin d'assurer la croissance de nos secteurs d'activité et de faire en sorte qu'il soit encore plus facile pour nos clients de traiter avec nous. De tels investissements ont été annulés en partie par une baisse de la rémunération et des avantages du personnel et par une hausse des charges générales

et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. De plus, l'adoption d'IFRS 16, ce qui est décrit à la note 1 h), a réduit les charges générales et administratives, et une hausse correspondante de la dotation à l'amortissement des actifs loués et liés au droit d'utilisation a été constatée.

## Charge d'impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2019, le taux d'imposition effectif a été de 27,3 %, ce qui se rapproche du taux prévu par la loi, soit 26,8 %. Pour le trimestre correspondant de 2018, le taux d'imposition effectif avait été de 27,1 %.

## Évolution de la situation financière

### Sommaire du bilan consolidé

	Au	
	30 juin 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
<b>Actif</b>		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	76	78
Actifs détenus à des fins de transaction	7 596	3 875
Dérivés	3 922	4 469
Prêts et avances	57 605	58 344
Prises en pension à des fins autres que de transaction	10 367	5 860
Placements financiers	25 074	24 054
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	6 069	3 932
Autres actifs	4 488	2 794
<b>Total de l'actif</b>	<b>115 197</b>	<b>103 406</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>		
<b>Passif</b>		
Dépôts effectués par des banques	1 455	1 148
Comptes des clients	60 509	59 812
Mises en pension à des fins autres que de transaction	10 414	8 224
Passifs détenus à des fins de transaction	4 936	2 164
Dérivés	4 227	4 565
Titres de créance émis	14 985	13 863
Acceptations	6 078	3 937
Autres passifs	6 797	4 110
<b>Total du passif</b>	<b>109 401</b>	<b>97 823</b>
<b>Total des capitaux propres</b>	<b>5 796</b>	<b>5 583</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>	<b>115 197</b>	<b>103 406</b>

## Rapport de gestion

### Actif

Le total de l'actif s'élevait à 115,2 G\$ au 30 juin 2019, en hausse de 11,8 G\$, ou 11 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2018. Les activités de gestion du bilan ont permis une hausse de 4,5 G\$ des prises en pension à des fins autres que de transaction. Les actifs détenus à des fins de transaction se sont accrus de 3,7 G\$ grâce principalement au volume des opérations de négociation des titres de créance. Les engagements de clients en contrepartie d'acceptations ont augmenté de 2,1 G\$ en raison de la croissance des volumes de celles-ci. L'accroissement des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients ainsi que la hausse des actifs loués et liés au droit d'utilisation par suite de l'adoption d'IFRS 16, tel qu'il est décrit à la note 1 h), ont favorisé une progression de 1,7 G\$ des autres actifs.

Les hausses indiquées ci-dessus ont été annulées en partie par un recul de 0,7 G\$ des prêts et avances en raison de la contraction des volumes des acceptations bancaires non financées du secteur des services aux entreprises et de la baisse des soldes du portefeuille du financement du commerce international du secteur des services bancaires internationaux et marchés.

### Passif

Le total du passif s'établissait à 109,4 G\$ au 30 juin 2019, ayant monté de 11,6 G\$, ou 11,8 %, par rapport à celui au 31 décembre 2018. Les passifs détenus à des fins de transaction se sont alourdis de 2,8 G\$ à cause surtout du volume des opérations de négociation des titres de créance. La progression des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients a été l'un des facteurs à l'origine de l'augmentation de 2,7 G\$ des autres passifs. L'accroissement des volumes des mises en pension et les activités de gestion du bilan ont mené à une hausse de 2,2 G\$ des mises en pension à des fins autres que de transaction. De plus, les acceptations ont accusé une hausse de 2,1 G\$, ce qui correspond à la variation constatée à l'actif.

### Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 5,8 G\$ au 30 juin 2019, ce qui constitue une progression de 0,2 G\$, ou 3,8 %, par rapport à celui au 31 décembre 2018. Cette progression représente le bénéfice après impôt de 0,3 G\$ qui a été généré au cours de la période ainsi que les profits de 0,1 G\$ qui ont été constatés au titre des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie. Ces éléments ont été contrebalancés par les dividendes de 0,2 G\$ qui ont été déclarés durant la période.

## Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés, ainsi que les services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

### Services aux entreprises

Le secteur des services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	151	145	302	284
Produits autres que d'intérêts	94	94	187	181
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>245</b>	<b>239</b>	<b>489</b>	<b>465</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(26)	13	(12)	47
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>219</b>	<b>252</b>	<b>477</b>	<b>512</b>
Total des charges d'exploitation	(103)	(102)	(204)	(205)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>116</b>	<b>150</b>	<b>273</b>	<b>307</b>

### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a augmenté de 6 M\$, ou 2,5 %, pour le trimestre et de 24 M\$, ou 5,2 %, pour le semestre.

Les SE ont poursuivi sur leur lancée, augmentant ainsi la moyenne des soldes de leurs prêts pour le trimestre. La progression de 7 % de cette moyenne au cours de la première moitié de 2019 témoigne des efforts continus qui ont été déployés afin d'élargir la part de marché, de la consolidation des liens avec les clients existants et du fait que nous avons su tirer parti de notre réseau mondial et de nos gammes de produits. Les soldes du financement des comptes clients, un récent ajout à

notre éventail de produits dans le domaine du commerce international, ont augmenté de plus de 92 % au cours du semestre. Les produits générés dans les corridors commerciaux ont, malgré les incertitudes régnant sur les marchés, affiché une hausse dans les deux chiffres pour la première moitié de 2019.

Comme en témoigne l'amélioration de nos résultats au chapitre de la satisfaction de la clientèle, nos initiatives visant à simplifier, à rationaliser et à remanier nos processus de prestation de services bancaires continuent de porter fruit. Nous cherchons toujours et avant tout à combler les besoins financiers de nos clients pour ainsi les aider à prospérer.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est comprimé de 34 M\$, ou 23 %, et pour le semestre, il a reculé de 34 M\$, ou 11 %. Ces baisses ont découlé essentiellement des changements respectifs de 39 M\$ et de 59 M\$ en ce qui a trait aux pertes de crédit attendues, comparativement à un an plus tôt, ce qui a été atténué par le renforcement du résultat d'exploitation.

### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** pour le trimestre et le semestre ont augmenté de 6 M\$, ou 4,1 %, et de 18 M\$, ou 6,3 %, respectivement. Ces hausses reflètent l'accroissement de la moyenne des prêts et avances qu'a permis l'attention que nous accordons sans cesse aux nouveaux clients et à ceux déjà existants.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre sont demeurés inchangés, mais ceux du semestre se sont accrus de 6 M\$, ou 3,3 %, ce qui a découlé surtout de l'essor des volumes des acceptations bancaires.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en des charges de 26 M\$ pour le trimestre et de 12 M\$ pour le semestre. Celles-ci ont résulté essentiellement de l'augmentation des pertes de valeur associées à des prêts non productifs et, dans une moindre mesure, de la hausse de celles liées à des prêts productifs, hausse reflétant des perspectives économiques peu reluisantes. Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2018, la variation des pertes de crédit attendues avait correspondu à des reprises de 13 M\$ et de 47 M\$, respectivement, en raison de reprises liées à des prêts non productifs et associées principalement à des comptes du secteur des services énergétiques.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre a augmenté de 1 M\$, ou 1 %, mais a fléchi de 1 M\$, ou 0,5 % pour le trimestre. Le secteur a, dans le présent exercice, continué d'effectuer des investissements stratégiques afin de soutenir sa croissance, ce qui a été annulé par la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit dans la section du présent rapport qui en traite ainsi qu'à la note 15.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

## Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

## Survol de la performance financière<sup>1</sup>

### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	26	26	50	49
Produits autres que d'intérêts	53	66	109	115
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>79</b>	<b>92</b>	<b>159</b>	<b>164</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(8)	(4)	(9)	(1)
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>71</b>	<b>88</b>	<b>150</b>	<b>163</b>
Total des charges d'exploitation	(40)	(39)	(80)	(77)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>31</b>	<b>49</b>	<b>70</b>	<b>86</b>

### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation des SBIM a régressé de 13 M\$, ou 14 %, pour le trimestre et de 5 M\$, ou 3 %, pour le semestre, ce qui a été causé par le ralentissement des activités de négociation et de vente de l'unité marchés ainsi que par le recul des commissions de prise ferme.

Nous continuons de tirer parti du réseau mondial de la HSBC pour offrir des produits et des solutions répondant aux besoins de nos clients internationaux. Nos activités à l'international se sont encore élargies puisque nous avons accru la pénétration des produits auprès de nos clients existants.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est comprimé de 18 M\$, ou 37 %, et pour le semestre, il a fléchi de 16 M\$, ou 19 %, en raison du repli du résultat d'exploitation et de l'augmentation de la variation des pertes de crédit attendues au cours de ces périodes.

### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre sont demeurés les mêmes, mais ceux du semestre se sont accrus de 1 M\$, ou 2 %, et ce, en raison surtout de l'incidence des hausses de taux d'intérêt pratiquées par la Banque du Canada ainsi que de l'élargissement de la moyenne des volumes des prêts de la sous-division responsable du commerce international et du financement des comptes clients, ce qui a été atténué par la hausse des coûts de financement des activités de négociation de l'unité marchés.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre et du semestre ont diminué de 13 M\$, ou 20 %, et de 6 M\$, ou 5,2 %, respectivement, en raison essentiellement des résultats défavorables des activités de vente et de négociation de l'unité marchés et du repli des commissions de prise ferme. Ces facteurs ont été compensés en partie par la variation favorable des réserves au titre de l'évaluation du crédit et du financement qui a découlé du resserrement des écarts de crédit.



## Rapport de gestion

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté des charges de 8 M\$ pour le trimestre et de 9 M\$ pour le semestre. Ces charges ont découlé principalement d'une position spécifique dans le secteur des ressources énergétiques ainsi que d'une augmentation des charges liées à des prêts productifs, ce qui reflète des perspectives économiques plutôt sombres.

### Services bancaires de détail et gestion de patrimoine

Le secteur des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») offre, à tous les Canadiens, une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	131	120	257	234
Produits autres que d'intérêts	62	64	120	125
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>193</b>	<b>184</b>	<b>377</b>	<b>359</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(6)	2	(7)	(7)
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>187</b>	<b>186</b>	<b>370</b>	<b>352</b>
Total des charges d'exploitation	(176)	(167)	(352)	(330)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>11</b>	<b>19</b>	<b>18</b>	<b>22</b>

#### Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a augmenté de 9 M\$, ou 4,9 %, pour le trimestre et de 18 M\$, ou 5 %, pour le semestre. Ces hausses ont découlé principalement de l'augmentation des produits d'intérêts nets et de la forte croissance du total des soldes des comptes des clients<sup>2</sup>. Ces facteurs ont été annulés en partie par la liquidation continue de notre portefeuille de prêts à la consommation, laquelle a réduit les produits de 1 M\$ et de 2 M\$ pour le trimestre et le semestre, respectivement.

Les sommes investies dans nos canaux de distribution et les technologies numériques, la compétitivité de nos produits et les critères d'admissibilité pour nos services Jade, Premier et Advance nous ont aidés à élargir notre clientèle ainsi que le total des soldes des comptes des clients<sup>2</sup>. Par exemple, nous avons inauguré de nouvelles succursales dans les grands centres urbains et avons lancé la carte Mastercard HSBC +Récompenses. Grâce à nos initiatives, plus de 27 000 nouveaux clients se sont joints à ceux des SBDGP au premier semestre de 2019.

Le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat pour le trimestre a fléchi de 8 M\$, ou 42 %, et pour le semestre, il a reculé de 4 M\$, ou 18 %, ce qui a résulté principalement de l'augmentation des charges d'exploitation par suite des investissements indiqués ci-dessus. Nous avons encore investi dans l'offre de nouveaux services aux entreprises du secteur du commerce de détail ainsi que dans Jade, un service exclusif que nous offrons à nos clients jouissant d'une valeur nette élevée. De plus, pour le trimestre à l'étude, nous avons constaté une charge liée aux pertes de crédit attendues, alors que nous avions inscrit une reprise un an plus tôt. Ces facteurs ont été annulés en partie par la hausse des produits qu'a permise l'élargissement des

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et du semestre a monté de 1 M\$, ou 2,6 %, et de 3 M\$, ou 3,9 %, respectivement, à cause des initiatives de rationalisation.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

écarts et par l'augmentation marquée du total des soldes des comptes des clients<sup>2</sup>.

#### Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre et du semestre se sont renforcés de 11 M\$, ou 9,2 %, et de 23 M\$, ou 9,8 %, respectivement, ce qui a résulté principalement de l'élargissement des écarts sur les dépôts ainsi que de la forte croissance des soldes des prêts et des dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** ont baissé respectivement de 2 M\$, ou 3,1 %, et de 5 M\$, ou 4 %, au cours du trimestre et du semestre à cause de l'augmentation des charges de commissions associées au courtage en ligne et du repli des produits de commissions tirés des services à l'égard des comptes.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une charge de 6 M\$ pour le trimestre, ce qui reflète des perspectives économiques peu reluisantes. Pour le semestre, la variation des pertes de crédit attendues a représenté une charge de 7 M\$, soit le même montant qu'un an plus tôt.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et du semestre s'est alourdi de 9 M\$, ou 5,4 %, et de 22 M\$, ou 6,7 %, respectivement. Ces hausses ont résulté surtout des investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos activités ainsi que de l'augmentation des coûts associée à la proposition d'un meilleur modèle de prestation de services à notre clientèle grandissante.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

<sup>2</sup> Le total des soldes des comptes des clients inclut les soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.



## Centre général

Le secteur « centre général » englobe les activités de gestion du bilan, les participations dans des entreprises associées et des coentreprises ainsi que les autres transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

### Survol de la performance financière<sup>1</sup>

#### Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	11	28	33	58
Produits autres que d'intérêts	17	27	32	65
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>28</b>	55	<b>65</b>	123
Total des charges d'exploitation	(18)	(26)	(29)	(40)
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>10</b>	29	<b>36</b>	83

#### Aperçu

Le résultat d'exploitation net du trimestre s'est replié de 27 M\$, ou 49 %, et celui du semestre a fléchi de 58 M\$, ou 47 %. La baisse enregistrée pour le trimestre vient essentiellement du recul des produits autres que d'intérêts par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est décrit sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. La baisse a également découlé de la diminution des produits d'intérêts nets en raison des activités de gestion du bilan, de l'incidence négative de la contraction des rendements et de la hausse des charges d'intérêts qu'a entraînée l'adoption d'IFRS 16, tel qu'il est décrit à la note 1 h). Ces éléments ont été annulés en partie par l'augmentation, en regard d'un an plus tôt, des profits réalisés à la cession de placements financiers en raison du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque.

La dégradation du résultat d'exploitation net pour le semestre provient des mêmes facteurs que ceux indiqués ci-dessus ainsi que du repli des profits réalisés à la cession de placements financiers en raison du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque, comparativement aux profits enregistrés un an plus tôt.

Les charges d'exploitation du trimestre et du semestre ont fléchi de 8 M\$, ou 31 %, et de 11 M\$, ou 28 %, respectivement, à cause principalement de la mise en place du groupe ServCo, ce qui a été atténué par les investissements dans nos fonctions de soutien.

Ces variations ont eu pour conséquence de réduire respectivement de 19 M\$, ou 66 %, et de 47 M\$, ou 57 %, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat dégagé pour le trimestre et pour le semestre.

<sup>1</sup> Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

## Sommaire de la performance trimestrielle

### Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2019		2018			2017		
	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	319	323	335	332	319	306	318	292
Produits de commissions nets	174	156	164	175	179	155	159	169
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction (produits de négociation nets en 2017)	33	48	26	35	39	36	31	41
Autres éléments de produits	19	18	40	46	33	44	32	26
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>545</b>	<b>545</b>	<b>565</b>	<b>588</b>	<b>570</b>	<b>541</b>	<b>540</b>	<b>528</b>
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(40)	12	(19)	7	11	28	s. o.	s. o.
(Pertes de valeur)/reprises sur pertes de valeur liées aux prêts et autres provisions relatives au risque de crédit	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.	(1)	14
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>505</b>	<b>557</b>	<b>546</b>	<b>595</b>	<b>581</b>	<b>569</b>	<b>539</b>	<b>542</b>
Total des charges d'exploitation	(337)	(328)	(324)	(324)	(334)	(318)	(333)	(327)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>168</b>	<b>229</b>	<b>222</b>	<b>271</b>	<b>247</b>	<b>251</b>	<b>206</b>	<b>215</b>
Quote-part du résultat d'entreprises associées	–	–	–	–	–	–	–	3
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>168</b>	<b>229</b>	<b>222</b>	<b>271</b>	<b>247</b>	<b>251</b>	<b>206</b>	<b>218</b>
Charge d'impôt sur le résultat	(47)	(62)	(65)	(73)	(67)	(68)	(54)	(56)
<b>Bénéfice de la période</b>	<b>121</b>	<b>167</b>	<b>157</b>	<b>198</b>	<b>180</b>	<b>183</b>	<b>152</b>	<b>162</b>
Bénéfice attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	112	158	148	189	171	173	142	153
- au détenteur d'actions privilégiées	9	9	9	9	9	10	10	9
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	0,22	0,32	0,29	0,38	0,34	0,35	0,28	0,31

### Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Depuis le premier trimestre de 2019, les produits d'intérêts nets ont baissé à cause des activités de gestion du bilan et de l'incidence négative du repli des rendements. Les produits d'intérêts nets ont affiché une tendance à la hausse du troisième trimestre de 2017 jusqu'au dernier de 2018 en raison de la majoration des taux d'intérêt, jumelée à l'accroissement des prêts et avances et des comptes des clients.

Les produits de commissions nets ont augmenté en regard du premier trimestre de 2019, grâce essentiellement à la hausse des commissions de prise ferme, à celles tirées des facilités de crédit et à la progression des produits provenant des fonds sous gestion. Les produits de commissions nets avaient baissé entre le deuxième trimestre de 2018 et le premier trimestre de 2019. Pour ce trimestre, ils avaient reculé principalement à cause des commissions tirées des facilités de crédit et du recul des produits provenant des fonds sous gestion et du courtage en ligne. Au cours des deux trimestres précédents, le recul des commissions de prise ferme et l'augmentation des charges de commissions liées à la compensation avaient contribué à la baisse enregistrée. Cette baisse avait fait suite à une forte croissance au deuxième trimestre de 2018, en regard du trimestre précédent, ce qui était essentiellement attribuable à la hausse des commissions tirées des facilités de crédit, les volumes des acceptations bancaires ayant augmenté, ainsi qu'à l'accroissement des commissions de prise ferme. Les produits de commissions avaient diminué du troisième trimestre de 2017 au premier trimestre de 2018 à cause du repli des commissions de prise ferme.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Au trimestre à l'étude, ces produits se sont repliés à cause principalement du fléchissement des activités de négociation de la sous-division chargée des taux. Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté au premier trimestre de 2019 en raison du resserrement des écarts de crédit. En 2018, ils avaient aussi monté, en raison surtout des volumes accrus des opérations de change, de la hausse des intérêts nets sur les activités de négociation attribuable aux rendements plus élevés et à la composition des produits, ainsi que de l'effet favorable de l'inefficacité des couvertures. Ces facteurs avaient été atténués par une perte causée par les activités de gestion du bilan.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. En 2019 et par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15, les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe ont reculé et les charges d'exploitation ont connu une diminution connexe. Au trimestre à l'étude, les autres éléments de produits ont augmenté en raison de la progression des profits réalisés à la cession de placements financiers, alors qu'au premier trimestre de 2019, ces profits avaient fléchi. En 2018, ces éléments avaient augmenté grâce à la montée des profits réalisés à la cession de placements financiers. En 2018 et en 2017, les autres éléments de produits comprenaient également les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe, produits qui peuvent aussi fluctuer en raison du moment où les services sont fournis.

Pour le trimestre à l'étude, la variation de la charge au titre des pertes de crédit attendues a résulté surtout d'un changement dans les prévisions économiques, changement reflétant un ralentissement de l'essor du PIB. La reprise constatée au premier trimestre de 2019 avait résulté essentiellement d'une reprise sur provisions en raison des améliorations des perspectives pour certains clients du secteur des services énergétiques. En date du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la banque a adopté IFRS 9. L'excellente performance sur le plan du crédit ainsi qu'une gestion active des risques ont généré une reprise nette sur la variation des pertes de crédit attendues dans la plupart des périodes depuis le début de 2017, même si cette position avait diminué en 2018 par rapport aux niveaux de reprise élevés qui avaient été constatés l'exercice précédent. Des reprises avaient été comptabilisées aux trois premiers trimestres de 2018 grâce aux améliorations observées dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement ceux des services énergétiques et de la fabrication, tout comme l'avaient été des reprises sur corrections de valeur liées à certaines entreprises des secteurs des services énergétiques, de la fabrication, de la construction et de l'immobilier. Une charge de 19 M\$ avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2018 en raison d'une série de faibles charges dans le portefeuille de prêts de gros non productifs ainsi que d'une hausse des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs attribuable à des facteurs économiques prospectifs touchant les portefeuilles de prêts de gros et de détail. En 2017, des reprises avaient été comptabilisées en raison de l'amélioration de la conjoncture dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement dans celui des services énergétiques.

Notre objectif depuis 2018 consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique, ce qui explique la hausse des charges d'exploitation. Au premier semestre de 2019, ces investissements ont été contrebalancés en partie par la baisse de la rémunération et des avantages du personnel ainsi que des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 15. En 2018, les investissements avaient été contrebalancés en partie par le repli des coûts associé à la réduction des espaces de bureau et aux économies liées à la centralisation de certaines activités commerciales au sein du Groupe. Le moment où les charges avaient été engagées en 2018 avait été à l'origine des variations enregistrées d'un trimestre à l'autre. En 2017, les charges d'exploitation tenaient compte des sommes investies dans des activités de gestion des risques et de conformité ainsi que dans certaines initiatives de restructuration et de rationalisation.

## Survol et perspectives économiques

Après avoir stagné au quatrième trimestre de 2018 et au premier trimestre de 2019, l'économie devrait avoir renoué avec la croissance au deuxième trimestre du présent exercice. Nous croyons que, pour ce trimestre, l'essor du PIB aura atteint 1,7 %, comparativement à une moyenne de moins de 0,5 % aux deux trimestres précédents. De fait, même si le PIB ne s'est élargi que de 0,4 % au premier trimestre, certains indices sont encourageants, tel le fait que les dépenses de consommation aient rebondi après deux trimestres de plus faible croissance. De plus, les investissements par les entreprises ont représenté 1,1 point de pourcentage de l'augmentation du PIB, soit l'apport le plus important depuis le premier trimestre de 2017.

Entre autres signes annonciateurs d'une embellie économique, citons une hausse mensuelle de l'emploi record (106 500 postes) en avril 2019, le recul du taux de chômage au creux historique de 5,4 % et l'atteinte d'un nouveau sommet, soit 83,5 %, pour ce qui est du taux d'emploi de la population dans la force de l'âge (soit les travailleurs âgés de 25 à 54 ans).

Nous pensons que le deuxième trimestre sera, pour 2019, celui où la progression du PIB sera la plus significative. Nous nous attendons à ce qu'il augmente d'une moyenne de 1,4 % dans la seconde moitié de l'année. Les défis que crée une conjoncture économique de plus en plus difficile à l'échelle mondiale, comme en témoignent le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine, les tensions au Moyen-Orient et l'issue toujours incertaine du Brexit, justifient cette projection.

Nous prévoyons que ces événements à l'échelle internationale finiront par plomber la performance économique du Canada. Les incertitudes grandissantes quant à la tenue de l'économie se traduiront probablement par une nouvelle perte de confiance chez les gens d'affaires et par un repli des investissements au sein des entreprises et risquent de peser sur les perspectives économiques dans les mois à venir.

## Consommateurs et endettement

Malgré le rebond des dépenses de consommation au premier trimestre et la vigueur du marché de l'emploi, nous prévoyons que la consommation ne stimulera que faiblement l'économie dans les prochains trimestres, notamment en raison des hausses de taux d'intérêt qui sont survenues dans les deux dernières années. De telles hausses ont eu deux principales conséquences. Premièrement, les dépenses engagées pour acquérir des biens coûteux, lesquelles sont généralement financées par des emprunts, ont ralenti. Ces biens englobent les habitations et les automobiles. Il faut cependant préciser que, dans certaines régions, le marché de la revente de logements semble en voie de se stabiliser. Deuxièmement, la hausse des coûts du service de la dette comprime le revenu disponible des ménages. Sous l'effet de l'augmentation du niveau d'endettement et des majorations des taux d'intérêt, le ratio du service de leur dette par rapport à leur revenu disponible a récemment atteint le taux record de 14,9 %.

Concurremment et depuis la fin de 2015, les dépenses des ménages dépassent leur revenu disponible. En conséquence, leur taux d'épargne, qui représentait plus de 5 % de leur revenu disponible, dépassait à peine 1 % à la fin de 2018. Nous pensons que le secteur des ménages fera montre d'une plus grande prudence, réduisant ainsi le rythme de croissance des dépenses de consommation et augmentant l'épargne.

## Investissements

Même si nous prévoyons que le rythme des investissements des entreprises sera modéré, le contexte commercial s'est amélioré ces derniers temps, en raison notamment des initiatives stratégiques qui ont été proposées dans le budget fédéral de novembre afin de stimuler les investissements. Également, les tarifs qu'imposaient les États-Unis sur les importations d'acier et d'aluminium en provenance du Canada ont été abolis, tout comme l'ont été les tarifs de rétorsion canadiens sur les importations de produits d'acier et d'aluminium et de certains articles de consommation américains. Ces tarifs causaient des incertitudes pour les entreprises ainsi que des pressions à la hausse sur certains produits d'épicerie et articles ménagers.

## Rapport de gestion

Dans l'ensemble, nous prévoyons que l'économie canadienne connaîtra un essor de 1,1 % en 2019 et de 1,6 % en 2020, étant donné qu'à l'échelle mondiale, il appert que les tensions diminuent et que la croissance reprend.

### ALENA/ACEUM

La levée des tarifs américains précités aura incité le gouvernement canadien à présenter, à la fin de mai, la législation visant la mise en œuvre de l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (« l'ACEUM »). Le dépôt au Parlement du projet de loi C-100, lequel vise à instaurer cet accord, a eu lieu dans les derniers jours de mai, mais le processus en vue de son adoption avance lentement. Seulement deux des sept étapes requises pour son approbation ont été franchies avant l'ajournement des travaux de la Chambre des communes vers la fin de juin.

Les élections fédérales devront avoir lieu au plus tard le 21 octobre 2019, et la campagne électorale devra durer entre 36 et 50 jours. Ainsi, pour qu'il y ait des élections le 21 octobre 2019, la campagne devra démarrer entre le 1<sup>er</sup> et le 15 septembre. Tous les projets de loi n'ayant pas reçu la sanction royale avant la tenue des élections expireront. Pour être entérinés, ils devront être présentés de nouveau après celles-ci. Ainsi, si le projet de loi C-100 n'est pas adopté avant les élections, il se peut que l'approbation de l'ACEUM n'ait pas lieu avant 2020.

### Politique monétaire

Nous croyons que la Banque du Canada maintiendra son taux directeur actuel, soit 1,75 %, dans les mois à venir. À notre avis, plusieurs forces contraires expliquent la prudence dont fait preuve la Banque du Canada. Parmi les facteurs positifs, citons la vigueur du marché de l'emploi, les signes annonciateurs du rebond de l'activité économique vers la fin du premier trimestre et au début du deuxième ainsi que le fait que, sur un an, le taux d'inflation a atteint 2,4 %, l'inflation mesurée par l'indice de référence se situant à environ 2 %.

Par contre, l'assombrissement des perspectives économiques à l'échelle mondiale et l'incidence que cela pourrait avoir sur la confiance des gens d'affaires, les investissements et les exportations justifient le maintien du taux directeur de la Banque du Canada sous le taux neutre, lequel se situe dans une fourchette allant de 2,25 % à 3,25 %.

Les événements à l'échelle mondiale ont déjà incité plusieurs banques centrales à adopter une politique monétaire plus accommodante et à abaisser leur taux directeur. Par exemple, nous nous attendons désormais à ce que la Réserve fédérale américaine retransche 50 points de base à son taux directeur avant la fin de l'année. Nous prévoyons que la Banque centrale européenne réduira son taux directeur de 10 points de base au cours de la seconde moitié de 2019. La Banque de réserve de l'Australie a récemment abaissé de 25 points de base son taux directeur pour le fixer à 1,25 %.

Ce ne sont cependant pas toutes les banques centrales qui préconisent l'assouplissement de leur politique monétaire. Ainsi, la banque centrale de Norvège va à contre-courant de cette tendance puisqu'elle a relevé son taux directeur de 25 points de base, le faisant passer à 1,25 %, et a fait savoir qu'elle analysait la pertinence de procéder à une autre majoration.

Quoi qu'il en soit, nous croyons que le prochain changement que la Banque du Canada apportera à sa politique monétaire consistera en une réduction des taux d'intérêt, mais qu'elle ne le

fera pas avant la fin de 2020. Même si nous jugeons qu'il est possible qu'une réduction ait lieu plus tôt, surtout si les tensions commerciales s'accroissent à l'échelle mondiale, la Banque du Canada a, à notre avis, peu de raisons d'effectuer sous peu une telle réduction. Au contraire, vu que la politique monétaire canadienne demeure expansionniste, l'économie a, jusqu'à présent, su résister à ces tensions croissantes et comme le marché de l'emploi est vigoureux, la Banque du Canada peut se permettre le statu quo, se contentant alors de surveiller l'évolution des facteurs qui menacent l'économie mondiale ainsi que la tangente que pourrait prendre l'inflation.

---

## Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre Rapport et états financiers annuels 2018. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui ont été annoncés au deuxième trimestre de 2019 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

### Gestion du risque de taux d'intérêt

Le BSIF a publié la mise à jour de sa ligne directrice B-12, *Gestion du risque de taux d'intérêt*, y intégrant les normes du Comité de Bâle quant aux méthodes que doivent employer les banques pour mesurer, gérer et surveiller le risque de taux d'intérêt dans leur portefeuille bancaire. La banque devra appliquer les nouvelles normes d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2021.

### Étendue de la protection de la SADC

En avril 2019, le gouvernement a confirmé que la protection qu'offre la Société d'assurance-dépôts du Canada s'appliquera aux dépôts en devises à compter du 30 avril 2020.

### Circulation transfrontalière des données

Le Commissariat à la protection de la vie privée du Canada a amorcé des consultations sur sa politique de longue date concernant la circulation transfrontalière des données puisqu'il a confirmé que les organisations qui transmettent des données outre-frontière à des fins de traitement pourraient, dans l'avenir, devoir obtenir auprès des personnes concernées un consentement dit amélioré. Le Commissariat a également fait savoir qu'il souhaitait que des amendements soient apportés à la législation canadienne sur la protection des renseignements personnels afin d'exiger éventuellement le recours à ses clauses standards dans tous les contrats conclus par des parties qui font circuler des données depuis le Canada vers un autre pays.

### Nouveaux droits pour les travailleurs relevant de la compétence fédérale

À compter du 1<sup>er</sup> septembre 2019, les travailleurs œuvrant dans des milieux de travail sous compétence fédérale, ce qui inclut les banques, auront le droit de demander des horaires de travail souples, de refuser de faire des heures supplémentaires dans certaines circonstances et de prendre des congés expressément pour s'acquitter de responsabilités familiales.

## Risque de liquidité

Le BSIF a publié les dernières versions de quatre chapitres de sa ligne directrice *Normes de liquidité* afin d'assurer que les mesures à cet égard demeurent appropriées et prudentes. Les principaux changements comprennent des modifications ciblées du traitement de certains dépôts de détail aux fins du ratio de liquidité à court terme et des flux de trésorerie nets cumulatifs. Les institutions financières seront tenues de se conformer aux nouvelles exigences d'ici le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de liquidité et risque de financement » du présent rapport de gestion.

---

## Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. Tel qu'il est indiqué à la note 1 h) des états financiers consolidés, la banque a, en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019, adopté IFRS 16 *Contrats de location*. La note 2 du Rapport et états financiers annuels 2018 présente un résumé de ses autres principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements concernant des événements futurs. Ceux-ci sont énoncés à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion figurant dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

---

## Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du Rapport et états financiers annuels 2018.

---

## Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation

des instruments financiers à la note 2 du Rapport et états financiers annuels 2018.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du Rapport et états financiers annuels 2018.

---

## Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

La chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2019, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.



### Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 30 du Rapport et états financiers annuels 2018 pour obtenir des détails à ce sujet.

Au cours du semestre à l'étude, la banque a transféré certains services partagés à HSBC Global Services (Canada) Limited, qui est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings. La rubrique « Mise en place du groupe ServCo » du présent rapport de gestion et la note 15 renferment plus de renseignements à ce sujet.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

### Risques

*Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère les risques à l'échelle de l'entreprise ainsi que les risques réputationnel et opérationnel.*

#### Profil de risque de crédit

	<b>Page</b>
Risque de crédit au premier semestre de 2019	<b>20</b>
Sommaire du risque de crédit	<b>20</b>
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	<b>23</b>
Qualité de crédit des instruments financiers	<b>24</b>
Prêts de gros	<b>27</b>
Prêts personnels	<b>29</b>
Prêts douteux	<b>31</b>

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Au premier semestre de 2019, aucun changement important n'a été apporté aux méthodes et pratiques de gestion du risque de crédit.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 32 du Rapport et états financiers annuels 2018 renferme un sommaire de nos politiques et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

#### Risque de crédit au premier semestre de 2019

Le montant brut des prêts et avances à des clients, qui s'est établi à 57,1 G\$, s'est comprimé de 0,2 G\$ par rapport à 57,3 G\$ au 31 décembre 2018.

Au premier semestre de 2019, la variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit ont représenté une charge de 28 M\$.

#### Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour pertes de crédit attendues (les « PCA ») connexe.

Les tableaux qui suivent présentent les prêts par secteur, ce qui représente la concentration des expositions au risque de crédit établies aux fins de sa gestion.

Au 30 juin 2019, la correction de valeur pour PCA comprenait un montant de 233 M\$ relatif aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 29 M\$ relatif aux engagements de prêts et aux garanties financières, et un autre de 1 M\$ ayant trait aux instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global.

## Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9

	Notes	Au			
		30 juin 2019		31 déc. 2018	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		57 086	(198)	57 321	(198)
– particuliers		28 544	(55)	28 364	(53)
– grandes sociétés et entreprises		28 542	(143)	28 957	(145)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		717	–	1 221	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		20 121	(35)	12 266	(34)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		76	–	78	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		18	–	8	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		10 367	–	5 860	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		6 079	(10)	3 937	(5)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	3 581	(25)	2 383	(29)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		77 924	(233)	70 808	(232)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		43 554	(28)	43 378	(32)
– particuliers		7 287	(2)	7 186	(2)
– grandes sociétés et entreprises		36 267	(26)	36 192	(30)
Garanties financières	2	2 428	(1)	2 182	(1)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		2 421	(1)	2 175	(1)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	45 982	(29)	45 560	(33)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	25 064	(1)	24 033	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

## Rapport de gestion

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA

	Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>1</sup>				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	52 328	4 465	293	57 086	(30)	(83)	(85)	(198)	0,1	1,9	29,0	0,3
– particuliers	27 780	694	70	28 544	(9)	(31)	(15)	(55)	–	4,5	21,4	0,2
– grandes sociétés et entreprises	24 548	3 771	223	28 542	(21)	(52)	(70)	(143)	0,1	1,4	31,4	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	717	–	–	717	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	19 230	866	25	20 121	(3)	(7)	(25)	(35)	–	0,8	100,0	0,2
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	38 879	4 625	50	43 554	(6)	(18)	(4)	(28)	–	0,4	8,0	0,1
– particuliers	7 098	180	9	7 287	(1)	(1)	–	(2)	–	0,6	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 781	4 445	41	36 267	(5)	(17)	(4)	(26)	–	0,4	9,8	0,1
Garanties financières <sup>2</sup>	2 243	184	1	2 428	–	(1)	–	(1)	–	0,5	–	–
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	2 237	183	1	2 421	–	(1)	–	(1)	–	0,5	–	–
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>113 397</b>	<b>10 140</b>	<b>369</b>	<b>123 906</b>	<b>(39)</b>	<b>(109)</b>	<b>(114)</b>	<b>(262)</b>	<b>–</b>	<b>1,1</b>	<b>30,9</b>	<b>0,2</b>



**Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA (suite)**

	Valeur comptable brute/valeur nominale <sup>1</sup>				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	53 113	3 965	243	57 321	(36)	(75)	(87)	(198)	0,1	1,9	35,8	0,3
– particuliers	27 405	889	70	28 364	(13)	(24)	(16)	(53)	–	2,7	22,9	0,2
– grandes sociétés et entreprises	25 708	3 076	173	28 957	(23)	(51)	(71)	(145)	0,1	1,7	41,0	0,5
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 221	–	–	1 221	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	11 622	615	29	12 266	(2)	(3)	(29)	(34)	–	0,5	100,0	0,3
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	40 443	2 874	61	43 378	(7)	(23)	(2)	(32)	–	0,8	3,3	0,1
– particuliers	6 978	197	11	7 186	(1)	(1)	–	(2)	–	0,5	–	–
– grandes sociétés et entreprises	33 465	2 677	50	36 192	(6)	(22)	(2)	(30)	–	0,8	4,0	0,1
Garanties financières <sup>2</sup>	2 093	87	2	2 182	–	(1)	–	(1)	–	1,1	–	–
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	2 087	86	2	2 175	–	(1)	–	(1)	–	1,2	–	–
Au 31 déc. 2018	108 492	7 541	335	116 368	(45)	(102)	(118)	(265)	–	1,4	35,2	0,2

1 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.  
2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

**Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières**

**Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières<sup>1</sup>**

	Trimestre clos le								
	30 juin 2019				30 juin 2018				
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux		Total
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	<b>34</b>	<b>89</b>	<b>76</b>	<b>199</b>	38	109	118	265	
Transferts d'instruments financiers :	9	(12)	3	–	9	(7)	(2)	–	
– transferts du stade 1 au stade 2	(2)	2	–	–	(7)	7	–	–	
– transferts du stade 2 au stade 1	11	(11)	–	–	15	(15)	–	–	
– transferts vers le stade 3	–	(3)	3	–	–	(2)	2	–	
– transferts hors du stade 3	–	–	–	–	1	3	(4)	–	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(7)	4	–	(3)	(10)	2	(1)	(9)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	3	–	–	3	15	–	–	15	
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(2)	22	30	50	(17)	(1)	34	16	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(7)	(9)	(3)	(11)	(11)	(25)	
Actifs sortis du bilan	–	–	(12)	(12)	–	–	(24)	(24)	
Change	–	–	–	–	–	1	–	1	
Autres	–	–	(1)	(1)	–	–	2	2	
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>36</b>	<b>102</b>	<b>89</b>	<b>227</b>	32	93	116	241	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(7)	25	23	41	(15)	(10)	22	(3)	
Reprises sur pertes de valeur	–	–	(1)	(1)	–	–	(2)	(2)	
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–	
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	<b>(7)</b>	<b>25</b>	<b>22</b>	<b>40</b>	<b>(15)</b>	<b>(10)</b>	<b>20</b>	<b>(5)</b>	

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

## Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières<sup>1</sup>

	Semestre clos le							
	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	<b>43</b>	<b>99</b>	<b>89</b>	<b>231</b>	<b>38</b>	<b>91</b>	<b>185</b>	<b>314</b>
Transferts d'instruments financiers :	<b>16</b>	<b>(20)</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>14</b>	<b>—</b>	<b>(14)</b>	<b>—</b>
– transferts du stade 1 au stade 2	(4)	4	—	—	(8)	8	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	19	(19)	—	—	21	(21)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(6)	6	—	(1)	(3)	4	—
– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	2	16	(18)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(14)	9	—	(5)	(15)	8	—	(7)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	4	—	—	4	20	—	—	20
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(12)	17	37	42	(15)	5	2	(8)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(3)	(10)	(14)	(10)	(13)	(11)	(34)
Actifs sortis du bilan	—	—	(28)	(28)	—	—	(46)	(46)
Change	—	—	—	—	—	2	—	2
Autres	—	—	(3)	(3)	—	—	—	—
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>36</b>	<b>102</b>	<b>89</b>	<b>227</b>	<b>32</b>	<b>93</b>	<b>116</b>	<b>241</b>
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(23)	23	27	27	(20)	—	(9)	(29)
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(4)	(4)	—	—	(4)	(4)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	<b>(23)</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>(20)</b>	<b>—</b>	<b>(13)</b>	<b>(33)</b>

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

	Semestre clos le			
	30 juin 2019		30 juin 2018	
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes sur crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes sur crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Tel qu'indiqué précédemment</b>	<b>227</b>	<b>23</b>	<b>241</b>	<b>(33)</b>
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	35	5	39	(8)
Contrats de garantie de bonne exécution	2	—	4	2
Instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	—	—	—
<b>Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période</b>	<b>265</b>	<b>28</b>	<b>284</b>	<b>(39)</b>

## Qualité de crédit des instruments financiers

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de la probabilité de défaillance des instruments financiers, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de la détérioration relative de la qualité de

crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

### Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités de prêt de gros et de détail ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance. La qualité de

crédit des prêts de détail est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

### Classement selon la qualité de crédit

	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts de détail	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	
<b>Classement selon la qualité</b>						
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

### Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers

	Valeur comptable brute/valeur nominale						Correction de valeur pour PCA	Valeur nette
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$	Total M\$		
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>1</sup>	24 671	—	—	—	—	24 671	(1)	24 670
– stade 1	24 671	—	—	—	—	24 671	(1)	24 670
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	26 557	17 804	11 123	1 309	293	57 086	(198)	56 888
– stade 1	26 541	17 125	8 481	181	—	52 328	(30)	52 298
– stade 2	16	679	2 642	1 128	—	4 465	(83)	4 382
– stade 3	—	—	—	—	293	293	(85)	208
Prêts et avances à des banques au coût amorti	717	—	—	—	—	717	—	717
– stade 1	717	—	—	—	—	717	—	717
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	13 546	4 389	2 043	118	25	20 121	(35)	20 086
– stade 1	13 546	4 147	1 503	34	—	19 230	(3)	19 227
– stade 2	—	242	540	84	—	866	(7)	859
– stade 3	—	—	—	—	25	25	(25)	—
<b>Total de la valeur comptable brute figurant au bilan</b>	<b>65 491</b>	<b>22 193</b>	<b>13 166</b>	<b>1 427</b>	<b>318</b>	<b>102 595</b>	<b>(234)</b>	<b>102 361</b>
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	63,8 %	21,6 %	12,8 %	1,4 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	14 532	19 072	9 114	786	50	43 554	(28)	43 526
– stade 1	14 513	18 017	6 226	123	—	38 879	(6)	38 873
– stade 2	19	1 055	2 888	663	—	4 625	(18)	4 607
– stade 3	—	—	—	—	50	50	(4)	46
Garanties financières <sup>2</sup>	1 498	582	235	112	1	2 428	(1)	2 427
– stade 1	1 498	580	164	1	—	2 243	—	2 243
– stade 2	—	2	71	111	—	184	(1)	183
– stade 3	—	—	—	—	1	1	—	1
<b>Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan</b>	<b>16 030</b>	<b>19 654</b>	<b>9 349</b>	<b>898</b>	<b>51</b>	<b>45 982</b>	<b>(29)</b>	<b>45 953</b>
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>81 521</b>	<b>41 847</b>	<b>22 515</b>	<b>2 325</b>	<b>369</b>	<b>148 577</b>	<b>(263)</b>	<b>148 314</b>

<sup>1</sup> Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

<sup>2</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

## Rapport de gestion

### Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global <sup>1</sup>	24 145	—	—	—	—	24 145	(1)	24 144
– stade 1	24 145	—	—	—	—	24 145	(1)	24 144
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	25 936	18 238	11 558	1 346	243	57 321	(198)	57 123
– stade 1	25 839	18 000	9 089	185	—	53 113	(36)	53 077
– stade 2	97	238	2 469	1 161	—	3 965	(75)	3 890
– stade 3	—	—	—	—	243	243	(87)	156
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 221	—	—	—	—	1 221	—	1 221
– stade 1	1 221	—	—	—	—	1 221	—	1 221
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	7 712	2 789	1 633	103	29	12 266	(34)	12 232
– stade 1	7 472	2 752	1 375	23	—	11 622	(2)	11 620
– stade 2	240	37	258	80	—	615	(3)	612
– stade 3	—	—	—	—	29	29	(29)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	59 014	21 027	13 191	1 449	272	94 953	(233)	94 720
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	62,2 %	22,1 %	13,9 %	1,5 %	0,3 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	13 623	20 331	8 500	863	61	43 378	(32)	43 346
– stade 1	13 407	20 137	6 785	114	—	40 443	(7)	40 436
– stade 2	216	194	1 715	749	—	2 874	(23)	2 851
– stade 3	—	—	—	—	61	61	(2)	59
Garanties financières <sup>2</sup>	1 183	707	245	45	2	2 182	(1)	2 181
– stade 1	1 183	707	203	—	—	2 093	—	2 093
– stade 2	—	—	42	45	—	87	(1)	86
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	14 806	21 038	8 745	908	63	45 560	(33)	45 527
Au 31 décembre 2018	73 820	42 065	21 936	2 357	335	140 513	(266)	140 247

<sup>1</sup> Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu des ajustements au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

<sup>2</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

## Prêts de gros

### Total des prêts de gros à l'égard des prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 juin 2019		31 déc. 2018	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Notes	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	453	(5)	408	(1)
– extraction minière et exploitation de carrières	1 748	(28)	1 839	(30)
– fabrication	5 113	(26)	4 620	(23)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	324	–	562	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	103	–	101	–
– construction	783	(13)	858	(21)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	5 392	(33)	5 567	(35)
– transport et entreposage	2 360	(11)	2 375	(11)
– hébergement et restauration	842	(1)	895	(1)
– édition, audiovisuel et diffusion	1 169	(5)	783	(5)
– immobilier	6 409	(7)	7 292	(7)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 169	(6)	1 060	(7)
– services administratifs et de soutien	610	(3)	595	(1)
– éducation	129	–	149	–
– santé et soins	204	(1)	190	(1)
– arts, divertissements et loisirs	373	–	273	–
– autres services	298	(1)	311	–
– gouvernement	28	–	30	–
– institutions financières non bancaires	1 035	(3)	1 049	(1)
<b>Total</b>	<b>28 542</b>	<b>(143)</b>	<b>28 957</b>	<b>(145)</b>

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées aux ressources énergétiques.

### Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières<sup>1</sup>

	Trimestre clos le							
	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	<b>24</b>	<b>61</b>	<b>61</b>	<b>146</b>	<b>25</b>	<b>81</b>	<b>99</b>	<b>205</b>
Transferts d'instruments financiers :	3	(5)	2	–	4	(3)	(1)	–
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	–	–	(6)	6	–	–
– transferts du stade 2 au stade 1	4	(4)	–	–	10	(10)	–	–
– transferts vers le stade 3	–	(2)	2	–	–	(1)	1	–
– transferts hors du stade 3	–	–	–	–	–	2	(2)	–
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(2)	2	–	–	(7)	2	(1)	(6)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	2	–	–	2	14	–	–	14
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(1)	12	25	36	(12)	(4)	29	13
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	–	–	(4)	(4)	(3)	(10)	(11)	(24)
Actifs sortis du bilan	–	–	(8)	(8)	–	–	(18)	(18)
Change	–	–	–	–	–	1	–	1
Autres	–	–	(2)	(2)	–	–	2	2
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>26</b>	<b>70</b>	<b>74</b>	<b>170</b>	<b>21</b>	<b>67</b>	<b>99</b>	<b>187</b>
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(1)	14	21	34	(8)	(12)	17	(3)
Reprises sur pertes de valeur	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	<b>(1)</b>	<b>14</b>	<b>21</b>	<b>34</b>	<b>(8)</b>	<b>(12)</b>	<b>17</b>	<b>(3)</b>

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

## Rapport de gestion

Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières<sup>1</sup>

	Semestre clos le							
	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	<b>29</b>	<b>74</b>	<b>73</b>	<b>176</b>	29	69	165	263
Transferts d'instruments financiers :	<b>3</b>	<b>(7)</b>	<b>4</b>	—	4	8	(12)	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(3)	3	—	—	(7)	7	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	6	(6)	—	—	12	(12)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(4)	4	—	(1)	(1)	2	—
– transferts hors du stade 3	—	—	—	—	—	14	(14)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(4)	6	—	2	(8)	4	—	(4)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	3	—	—	3	18	—	—	18
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(5)	(2)	24	17	(13)	(4)	(6)	(23)
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(1)	(4)	(5)	(9)	(12)	(11)	(32)
Actifs sortis du bilan	—	—	(20)	(20)	—	—	(37)	(37)
Change	—	—	—	—	—	2	—	2
Autres	—	—	(3)	(3)	—	—	—	—
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>26</b>	<b>70</b>	<b>74</b>	<b>170</b>	21	67	99	187
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(6)	3	20	17	(12)	(12)	(17)	(41)
Reprises sur pertes de valeur	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	1	1
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	<b>(6)</b>	<b>3</b>	<b>20</b>	<b>17</b>	(12)	(12)	(16)	(40)

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Au deuxième trimestre, la correction de valeur pour PCA sur les prêts de gros a augmenté de 24 M\$, ou 16 %, en raison de la hausse des pertes de valeur de prêts de stade 3 dans le secteur lié à la construction et dans celui de l'agroalimentaire. La hausse de la correction de valeur pour PCA sur les prêts de stade 1 et 2 provient essentiellement de perspectives économiques plus sombres, ce qui a eu le plus d'incidence sur les expositions dans le secteur de l'extraction minière et exploitation de carrières.

Dans l'ensemble, la correction de valeur pour PCA sur les prêts de gros a fléchi de 6 M\$ au premier semestre de 2019, en raison surtout de diminutions de 3 M\$ et de 4 M\$ eu égard aux prêts de stade 1 et à ceux de stade 2, respectivement, ce qui a été atténué par une hausse de 1 M\$ relative aux prêts de stade 3.

Le total de la couverture pour PCA sur les prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 0,5 % au 30 juin 2019, soit le même pourcentage qu'au

31 décembre 2018. Au premier semestre de l'exercice, cette couverture est demeurée stable en ce qui a trait aux prêts de stade 1. Quant à celle établie à l'égard des prêts de stade 2 et 3, elle a reculé, pour se situer respectivement à 1,4 % et à 31 %.

**Prêts et avances en souffrance, mais non douteux – nombre total de jours écoulés**

	Au	
	30 juin 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Jusqu'à 29 jours	825	521
De 30 à 59 jours	157	15
De 60 à 89 jours	15	50
<b>Total</b>	<b>997</b>	<b>586</b>

## Prêts personnels

Total des prêts personnels à l'égard des prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 juin 2019		31 déc. 2018 <sup>1</sup>	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	24 770	(18)	24 625	(17)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 673	(3)	1 710	(4)
Facilités de crédit personnel renouvelables	588	(15)	629	(11)
Autres facilités de crédit personnel	700	(4)	818	(5)
Autres facilités de crédit aux PME	397	(1)	155	—
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	64	(7)	75	(8)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	352	(7)	352	(8)
<b>Total</b>	<b>28 544</b>	<b>(55)</b>	<b>28 364</b>	<b>(53)</b>

<sup>1</sup> Certains montants de la période correspondante ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

Portefeuille des prêts de détail – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières<sup>1</sup>

	Trimestre clos le							
	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	<b>10</b>	<b>28</b>	<b>15</b>	<b>53</b>	<b>13</b>	<b>28</b>	<b>19</b>	<b>60</b>
Transferts d'instruments financiers :	6	(7)	1	—	5	(4)	(1)	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	7	(7)	—	—	5	(5)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(1)	1	—	—	(1)	1	—
– transferts hors du stade 3	—	—	—	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(5)	2	—	(3)	(3)	—	—	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	—	—	1	1	—	—	1
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(1)	10	5	14	(5)	3	5	3
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(1)	(3)	(5)	—	(1)	—	(1)
Actifs sortis du bilan	—	—	(4)	(4)	—	—	(6)	(6)
Change	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	1	1	—	—	—	—
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>10</b>	<b>32</b>	<b>15</b>	<b>57</b>	<b>11</b>	<b>26</b>	<b>17</b>	<b>54</b>
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(6)	11	2	7	(7)	2	5	—
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(1)	(1)	—	—	(2)	(2)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	<b>(6)</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>6</b>	<b>(7)</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>(2)</b>

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

## Rapport de gestion

Portefeuille des prêts de détail - Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières<sup>1</sup>

	Semestre clos le							
	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Solde à l'ouverture de la période</b>	<b>14</b>	<b>25</b>	<b>16</b>	<b>55</b>	9	22	20	51
Transferts d'instruments financiers :	<b>13</b>	<b>(13)</b>	—	—	10	(8)	(2)	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(1)	1	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	13	(13)	—	—	9	(9)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(2)	2	—	—	(2)	2	—
– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	2	2	(4)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(10)	3	—	(7)	(7)	4	—	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	—	—	1	2	—	—	2
Variations des paramètres de risque (données d'entrée du modèle)	(7)	19	13	25	(2)	9	8	15
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(2)	(6)	(9)	(1)	(1)	—	(2)
Actifs sortis du bilan	—	—	(8)	(8)	—	—	(9)	(9)
Change	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
<b>Solde à la clôture de la période</b>	<b>10</b>	<b>32</b>	<b>15</b>	<b>57</b>	11	26	17	54
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(17)	20	7	10	(8)	12	8	12
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(4)	(4)	—	—	(4)	(4)
Autres	—	—	—	—	—	—	(1)	(1)
<b>Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période</b>	<b>(17)</b>	<b>20</b>	<b>3</b>	<b>6</b>	(8)	12	3	7

<sup>1</sup> Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Pour ce qui est du portefeuille de prêts de détail, la répartition des expositions en fonction des stades est demeurée stable au premier semestre de 2019. Le total de la correction de valeur pour PCA sur ces prêts a augmenté de 4 M\$ pour le trimestre et de 2 M\$ pour le semestre, ce qui a découlé essentiellement de mauvaises perspectives économiques, ce qui a influé surtout sur les prêts hypothécaires résidentiels et sur les facilités de crédit personnel renouvelables.

Pour le premier semestre de 2019, la banque a constaté une perte de valeur de 10 M\$ en ce qui a trait au portefeuille de prêts de détail, ce qui a été atténué par des reprises sur pertes de valeur totalisant 4 M\$.

### Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart de ceux-ci sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

### Répartition selon l'assurance et la région<sup>1</sup>

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre <sup>2</sup>		
	Assurés <sup>3</sup>		Non assurés <sup>3</sup>		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	1 036	7 %	12 788	93 %	13 824	842	100 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	376	26 %	1 063	74 %	1 439	190	100 %
Ontario	1 027	12 %	7 690	88 %	8 717	595	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	275	23 %	939	77 %	1 214	85	100 %
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>2 714</b>	<b>11 %</b>	<b>22 480</b>	<b>89 %</b>	<b>25 194</b>	<b>1 712</b>	<b>100 %</b>



## Répartition selon l'assurance et la région<sup>1</sup> (suite)

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoire propre <sup>2, 5</sup>		
	Assurés <sup>3</sup>		Non assurés <sup>3</sup>		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%		M\$	%
Colombie-Britannique	948	7 %	12 986	93 %	13 934	853	100 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	347	25 %	1 060	75 %	1 407	206	100 %
Ontario	925	11 %	7 457	89 %	8 382	603	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	241	21 %	934	79 %	1 175	91	100 %
Au 31 déc. 2018	2 461	10 %	22 437	90 %	24 898	1 753	100 %

<sup>1</sup> La région est établie en fonction de l'adresse de la succursale ayant octroyé le prêt ou la marge.

<sup>2</sup> Les marges de crédit sur l'avoire propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

<sup>3</sup> Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

<sup>4</sup> La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

<sup>5</sup> Certains montants de la période correspondante ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour la période à l'étude.

## Durée d'amortissement<sup>1</sup>

	Prêts hypothécaires résidentiels				
	Moins de 20 ans	De 20 à 24 ans	De 25 à 29 ans	De 30 à 34 ans	35 ans et plus
Au 30 juin 2019	20,355 %	43,612 %	36,017 %	0,012 %	0,004 %
Au 31 déc. 2018	19,996 %	40,510 %	39,469 %	0,021 %	0,004 %

<sup>1</sup> La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

## Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts<sup>1, 2</sup>

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) <sup>3</sup>	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoire propre %
Colombie-Britannique	55 %	51 %
Ouest canadien <sup>4</sup>	69 %	62 %
Ontario	61 %	58 %
Québec et provinces de l'Atlantique	68 %	62 %
<b>Total au Canada pour le trimestre clos le 30 juin 2019</b>	<b>61 %</b>	<b>56 %</b>
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2018	59 %	54 %

<sup>1</sup> Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoire propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

<sup>2</sup> Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

<sup>3</sup> Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

<sup>4</sup> La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

## Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoire propre

La banque soumet son portefeuille de prêts de détail à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires

en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

### Prêt douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

## Prêts et avances douteux à des banques et à des clients

	Notes	Au			
		30 juin 2019		31 déc. 2018	
		Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Grandes sociétés et entreprises		223	(70)	173	(71)
– extraction minière et exploitation de carrières	1	47	(12)	42	(13)
– fabrication		24	(13)	18	(10)
– construction		13	(10)	24	(17)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes		59	(17)	16	(15)
– transport et entreposage		6	(5)	7	(2)
– édition, audiovisuel et diffusion		16	(4)	16	(4)
– immobilier		11	(2)	7	(2)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques		38	(4)	39	(7)
– services administratifs et de soutien		6	(2)	–	–
– autres services		1	–	1	–
– institutions financières non bancaires		2	(1)	3	(1)
Ménages	2	70	(15)	70	(16)
Prêts et avances à des banques		–	–	–	–
<b>Total</b>		<b>293</b>	<b>(85)</b>	<b>243</b>	<b>(87)</b>

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées aux ressources énergétiques.

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts de détail.

### Prêts renégociés

La valeur comptable des prêts renégociés s'établissait à 107 M\$ au 30 juin 2019 (180 M\$ au 31 décembre 2018).

### Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

### Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du Rapport et états financiers annuels 2018. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), et comporte aussi d'autres mesures, limites et recoupements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

### Actifs liquides

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Les actifs liquides se sont améliorés de 3,7 G\$ par rapport à ce qu'ils étaient au 31 décembre 2018, en raison surtout de l'augmentation du financement à court terme ainsi que des dépôts, ce qui a été contrebalancé par une hausse des prêts.

#### Actif liquides<sup>1</sup>

	Au	
	30 juin 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Niveau 1	22 286	18 362
Niveau 2a	3 641	4 009
Niveau 2b	168	61
<b>Total</b>	<b>26 095</b>	<b>22 432</b>

1 Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

### Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets

positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 30 juin 2019, la banque respectait ces deux exigences. En avril 2019, le BSIF a procédé aux derniers changements concernant le LCR et les autres mesures de liquidité que prescrit cette ligne directrice. Ces changements entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 et ne devraient pas avoir d'incidence importante sur notre capacité à nous conformer aux exigences réglementaires en matière de liquidité.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément à la publication numéro 295 du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), en attendant sa mise en application. Le BSIF appliquera le NSFR à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 pour les seules banques d'importance systémique intérieure (les « BISi »). Le BSIF poursuit son évaluation des exigences relatives aux institutions autres que des BISi, dont la banque fait partie. En Europe, l'application du NSFR est prévue pour 2021. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 30 juin 2019, son LCR moyen, soit 131 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de grande qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de grande qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis. Étant passé de 138 % à 131 %, le LCR moyen du trimestre a diminué par rapport à celui du trimestre précédent en raison surtout d'un accroissement des sorties de trésorerie nettes sur le financement de gros.

#### Ratio de liquidité à court terme du BSIF<sup>1</sup>

	Moyenne pour le trimestre clos le <sup>1</sup>	
	30 juin 2019	31 mars 2019
Total des actifs liquides de grande qualité <sup>2</sup> (M\$)	24 116	23 972
Total des sorties de trésorerie nettes <sup>2</sup> (M\$)	18 364	17 368
Ratio de liquidité à court terme (%)	131	138

<sup>1</sup> Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour les trois mois du trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de grande qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

<sup>2</sup> Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice Normes de liquidité du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de grande qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

#### Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

#### Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

#### Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 11,9 M\$, pour le semestre clos le 30 juin 2019 a augmenté de 1,4 M\$ sur un an en raison surtout d'une hausse des taux d'intérêt et du risque lié aux écarts de crédit des portefeuilles non détenus à des fins de transaction. Pour la même période, la VaR moyenne, soit 13,4 M\$, s'est accrue de 1,7 M\$. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La VaR moyenne des portefeuilles détenus à des fins de transaction a fléchi de 0,2 M\$, pour s'établir à 1,8 M\$, en raison de la diminution du risque lié aux écarts de crédit qu'ont entraînée les activités de négociation.

#### Total de la VaR

	Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$
À la clôture de la période	11,9	10,5
Moyenne	13,4	11,7
Minimum	10,8	7,6
Maximum	15,7	16,8

#### VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

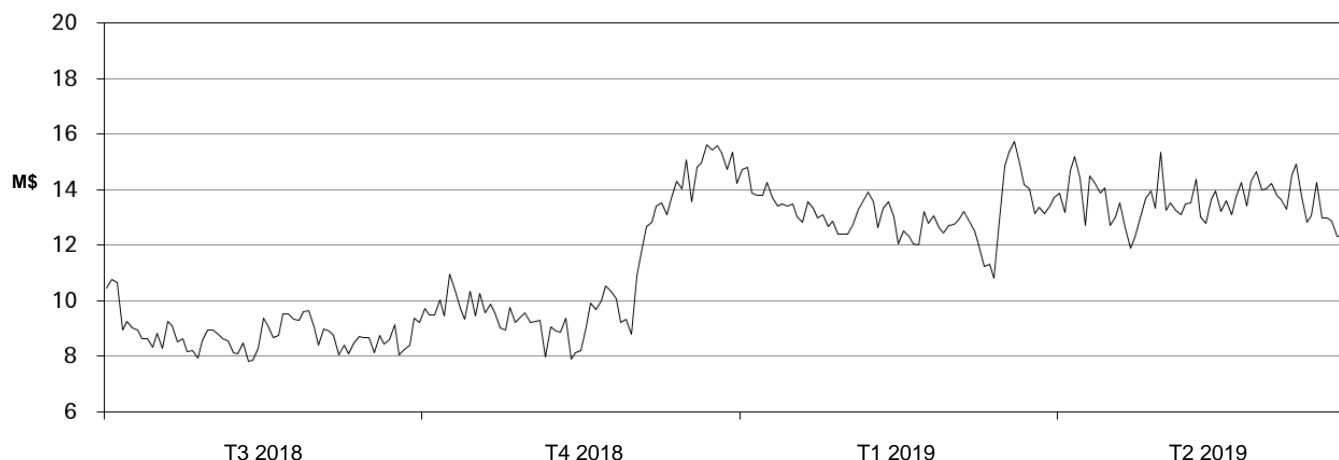
	Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$
À la clôture de la période	12,1	10,1
Moyenne	13,4	11,4
Minimum	11,2	6,7
Maximum	15,5	16,7

## VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)<sup>1</sup>

	Notes	Change et marchandises M\$	Taux d'intérêt M\$	Capitaux propres M\$	Écart de crédit M\$	Diversification des portefeuilles <sup>2</sup> M\$	Total <sup>4</sup> M\$
De janvier à juin 2019							
À la clôture de la période		—	1,6	—	1,5	(0,7)	2,4
Moyenne		—	1,4	—	1,0	(0,6)	1,8
Minimum	3	—	1,1	—	0,3	—	1,3
Maximum	3	0,1	2,0	—	2,5	—	3,2
De janvier à juin 2018							
À la clôture de la période		—	1,7	—	0,4	(0,4)	1,7
Moyenne		—	1,9	—	0,5	(0,4)	2,0
Minimum	3	—	1,0	—	0,3	—	1,0
Maximum	3	—	3,1	—	0,8	—	3,1

- 1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients.
- 2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.
- 3 Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.
- 4 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

## Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an



### Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

### Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt

(Incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	30 juin 2019		30 juin 2018	
	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque
	M\$	M\$	M\$	M\$
Hausse de 100 points de base	(170)	156	(197)	119
Baisse de 100 points de base	101	(127)	149	(104)

### Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

## Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du Rapport et états financiers annuels 2018 pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2019, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

### Ratios du capital réglementaire

#### Ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	30 juin 2019		31 déc. 2018
	Notes	%	
<b>Ratios du capital réglementaire réels</b>			
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1	1	11,1	11,3
– ratio du capital de catégorie 1		13,1	13,4
– ratio du capital total		15,6	16,0
– ratio de levier		4,3	4,6
<b>Exigences en matière de capital réglementaire</b>			
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal	2	7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5

1 Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1<sup>er</sup> janvier 2013.

2 Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

## Capital réglementaire

### Total du capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques

	Notes	30 juin 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	4 946	4 733
Ajustements réglementaires		(277)	(202)
<b>Capitaux propres ordinaires de catégorie 1</b>		<b>4 669</b>	4 531
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		850	850
<b>Capital de catégorie 1</b>		<b>5 519</b>	5 381
<b>Capital de catégorie 2</b>	2	<b>1 046</b>	1 044
<b>Total du capital</b>		<b>6 565</b>	6 425
Actifs pondérés en fonction des risques utilisés dans le calcul	3, 4		
- des capitaux propres ordinaires de catégorie 1		42 143	40 142
- du capital de catégorie 1		42 143	40 142
- du total du capital		42 143	40 142

- 1 Comprennent les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.
- 2 Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.
- 3 Avec prise d'effet en janvier 2014, le BSIF a permis aux banques canadiennes d'adopter progressivement et sur une période de cinq ans qui a pris fin en décembre 2018 la norme de fonds propres en regard du risque de l'ajustement de la valeur du crédit (« l'AVC ») prescrite par Bâle III. En date de janvier 2019, les facteurs scalaires de l'AVC avaient été entièrement intégrés pour chaque catégorie de capital, faisant en sorte que toutes ces catégories avaient la même valeur pour ce qui est des actifs pondérés en fonction des risques. En 2018, les facteurs scalaires utilisés pour tenir compte de cet ajustement eu égard aux actifs pondérés en fonction des risques et relatifs aux capitaux propres ordinaires de catégorie 1, au capital de catégorie 1 et au capital total avaient été de 80 %, 83 % et 86 %, respectivement.
- 4 En janvier 2018, le BSIF a fait part de sa décision d'actualiser le plancher de fonds propres en vigueur pour les institutions qui utilisent une approche avancée à l'égard du risque de crédit et du risque opérationnel. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2018, le plancher de fonds propres était établi selon l'approche standard aux termes de Bâle II, et son coefficient de rajustement a été intégré sur trois trimestres. Ce coefficient était de 70 % au deuxième trimestre de 2018, puis il a augmenté à 72,5 % au troisième trimestre de 2018 et à 75 % au quatrième trimestre de 2018.

## Actions en circulation et dividendes

	Notes	Semestre clos le			Exercice clos le		
		30 juin 2019			31 déc. 2018		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1	0,44118	498 668	1 225	1,62433	498 668	1 225
Actions privilégiées de catégorie 1	2						
- série G		0,50000	20 000	500	1,00000	20 000	500
- série I		0,57500	14 000	350	1,23250	14 000	350

- 1 Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.
- 2 Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

## **Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2019**

Au cours du deuxième trimestre de 2019, la banque a déclaré un premier dividende intermédiaire d'un montant de 80 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 ainsi que des dividendes trimestriels réguliers de 9 M\$ sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 pour le deuxième trimestre de 2019.

## **Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2019**

Le 1<sup>er</sup> août 2019, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2019, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2019 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2019.

Le 1<sup>er</sup> août 2019, la banque a également déclaré un deuxième dividende intermédiaire de 80 M\$ sur ses actions ordinaires relativement à l'exercice se terminant le 31 décembre 2019. Ces dividendes seront versés au plus tard le 30 septembre 2019 à l'actionnaire inscrit le 1<sup>er</sup> août 2019.

Puisque les dividendes trimestriels sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2019 et le deuxième dividende intermédiaire sur les actions ordinaires pour 2019 ont été déclarés après le 30 juin 2019, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

## États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	38	6 Dérivés	48
État consolidé du résultat global	39	7 Placements financiers	49
Bilan consolidé	40	8 Autres actifs	49
Tableau consolidé des flux de trésorerie	41	9 Passifs détenus à des fins de transaction	50
État consolidé des variations des capitaux propres	42	10 Titres de créance émis	50
<b>Notes annexes</b>		11 Autres passifs	50
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	43	12 Juste valeur des instruments financiers	51
2 Produits de commissions nets	46	13 Notes afférentes au tableau consolidé des flux de trésorerie	52
3 Rémunération et avantages du personnel	46	14 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	53
4 Analyse sectorielle	47	15 Événement important en 2019	53
5 Actifs détenus à des fins de transaction	48	16 Événements postérieurs à la date de clôture	53

### État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		319	319	642	625
- produits d'intérêts		703	576	1 383	1 116
- charges d'intérêts		(384)	(257)	(741)	(491)
Produits de commissions nets	2	174	179	330	334
- produits de commissions		199	202	378	378
- charges de commissions		(25)	(23)	(48)	(44)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		33	39	81	75
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		10	5	18	27
Autres produits d'exploitation		9	28	19	50
<b>Total du résultat d'exploitation</b>		<b>545</b>	<b>570</b>	<b>1 090</b>	<b>1 111</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise		(40)	11	(28)	39
<b>Résultat d'exploitation net</b>		<b>505</b>	<b>581</b>	<b>1 062</b>	<b>1 150</b>
Rémunération et avantages du personnel	3	(171)	(178)	(345)	(360)
Charges générales et administratives		(141)	(144)	(272)	(270)
Amortissement des immobilisations corporelles		(17)	(8)	(35)	(16)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(8)	(4)	(13)	(6)
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>(337)</b>	<b>(334)</b>	<b>(665)</b>	<b>(652)</b>
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>		<b>168</b>	<b>247</b>	<b>397</b>	<b>498</b>
Charge d'impôt sur le résultat		(47)	(67)	(109)	(135)
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>121</b>	<b>180</b>	<b>288</b>	<b>363</b>
Attribuable :					
- à l'actionnaire ordinaire		112	171	270	344
- au détenteur d'actions privilégiées		9	9	18	19
<b>Bénéfice de la période</b>		<b>121</b>	<b>180</b>	<b>288</b>	<b>363</b>
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		498 668	498 668	498 668	498 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		0,22 \$	0,34 \$	0,54 \$	0,69 \$

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.



## État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	121	180	288	363
Autres éléments du résultat global				
<b>Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :</b>				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	23	(13)	97	(55)
– profits/(pertes) sur la juste valeur	42	(12)	151	(48)
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(10)	(5)	(18)	(27)
– impôt sur le résultat	(9)	4	(36)	20
Couvertures de flux de trésorerie	20	–	63	(4)
– profits/(pertes) sur la juste valeur	28	58	136	(102)
– (profits)/pertes sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(1)	(58)	(50)	96
– impôt sur le résultat	(7)	–	(23)	2
<b>Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :</b>				
Réévaluation des régimes à prestations définies	–	8	(11)	22
– avant l'impôt sur le résultat	–	11	(15)	30
– impôt sur le résultat	–	(3)	4	(8)
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	–	1	–	–
– profit sur la juste valeur	–	1	–	–
– impôt sur le résultat	–	–	–	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	43	(4)	149	(37)
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>164</b>	<b>176</b>	<b>437</b>	<b>326</b>
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	155	167	419	307
– au détenteur d'actions privilégiées	9	9	18	19
<b>Résultat global total pour la période</b>	<b>164</b>	<b>176</b>	<b>437</b>	<b>326</b>

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## États financiers consolidés (non audité)

### Bilan consolidé

	Notes	Au	
		30 juin 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
<b>Actif</b>			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		76	78
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		18	8
Actifs détenus à des fins de transaction	5	7 596	3 875
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		5	4
Dérivés	6	3 922	4 469
Prêts et avances à des banques		717	1 221
Prêts et avances à des clients		56 888	57 123
Prises en pension à des fins autres que de transaction		10 367	5 860
Placements financiers	7	25 074	24 054
Autres actifs	8	3 586	2 200
Paiements anticipés et produits à recevoir		271	234
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		6 069	3 932
Actifs d'impôt exigible		60	51
Immobilisations corporelles		344	101
Goodwill et immobilisations incorporelles		131	121
Actifs d'impôt différé		73	75
<b>Total de l'actif</b>		<b>115 197</b>	<b>103 406</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Passif</b>			
Dépôts effectués par des banques		1 455	1 148
Comptes des clients		60 509	59 812
Mises en pension à des fins autres que de transaction		10 414	8 224
Effets en transit vers d'autres banques		176	252
Passifs détenus à des fins de transaction	9	4 936	2 164
Dérivés	6	4 227	4 565
Titres de créance émis	10	14 985	13 863
Autres passifs	11	4 664	1 891
Acceptations		6 078	3 937
Charges à payer et produits différés		524	574
Passifs au titre des prestations de retraite		267	270
Créances subordonnées		1 039	1 039
Provisions		41	41
Passifs d'impôt exigible		86	43
<b>Total du passif</b>		<b>109 401</b>	<b>97 823</b>
<b>Capitaux propres</b>			
Actions ordinaires		1 225	1 225
Actions privilégiées		850	850
Autres réserves		49	(111)
Résultats non distribués		3 672	3 619
<b>Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire</b>		<b>5 796</b>	<b>5 583</b>
<b>Total du passif et des capitaux propres</b>		<b>115 197</b>	<b>103 406</b>

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Note	Semestre clos le	
		30 juin 2019	30 juin 2018
		M\$	M\$
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>		<b>397</b>	498
<b>Ajustements pour :</b>			
– éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt	13	<b>90</b>	(8)
<b>Variations des actifs et des passifs d'exploitation</b>			
– variation des actifs d'exploitation	13	<b>(8 176)</b>	(5 646)
– variation des passifs d'exploitation	13	<b>8 939</b>	5 237
– impôt payé		<b>(137)</b>	(126)
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation</b>		<b>1 113</b>	(45)
Achat de placements financiers		<b>(6 121)</b>	(5 429)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers		<b>5 234</b>	5 603
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		<b>(47)</b>	(27)
Produit de la vente d'immobilisations corporelles		<b>–</b>	1
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement</b>		<b>(934)</b>	148
Rachat d'actions privilégiées		<b>–</b>	(350)
Dividendes versés à l'actionnaire		<b>(229)</b>	(685)
Remboursements de capital sur les contrats de location		<b>(22)</b>	s. o.
<b>Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement</b>		<b>(251)</b>	(1 035)
<b>Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</b>		<b>(72)</b>	(932)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période		<b>1 333</b>	1 880
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période</b>	13	<b>1 261</b>	948
<b>Intérêts</b>			
Intérêts payés		<b>(709)</b>	(465)
Intérêts reçus		<b>1 354</b>	1 057

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

## États financiers consolidés (non audité)

### État consolidé des variations des capitaux propres

	Note	Autres réserves					Total des capitaux propres
		Capital-actions <sup>1</sup>	Résultats non distribués	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves	
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
<b>Au 1<sup>er</sup> janv. 2019</b>		<b>2 075</b>	<b>3 619</b>	<b>(93)</b>	<b>(18)</b>	<b>(111)</b>	<b>5 583</b>
Bénéfice de la période		—	288	—	—	—	288
Autres éléments du résultat global, après impôt		—	(11)	97	63	160	149
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global		—	—	97	—	97	97
– couvertures de flux de trésorerie		—	—	—	63	63	63
– réévaluations de l'actif/du passif au titre des prestations définies		—	(11)	—	—	—	(11)
<b>Résultat global total pour la période</b>		<b>—</b>	<b>277</b>	<b>97</b>	<b>63</b>	<b>160</b>	<b>437</b>
Apport réputé	15	—	13	—	—	—	13
Dividendes sur les actions ordinaires		—	(220)	—	—	—	(220)
Dividendes sur les actions privilégiées		—	(18)	—	—	—	(18)
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel		—	1	—	—	—	1
<b>Au 30 juin 2019</b>		<b>2 075</b>	<b>3 672</b>	<b>4</b>	<b>45</b>	<b>49</b>	<b>5 796</b>

	Capital-actions <sup>1</sup>	Résultats non distribués	Autres réserves					Total des capitaux propres
			Réserve pour actifs disponibles à la vente à la juste valeur <sup>2</sup>	Réserve pour actifs financiers à la JVAERG <sup>2</sup>	Réserve de couverture des flux de trésorerie	Total des autres réserves		
			M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Au 1 <sup>er</sup> janv. 2018	2 075	3 696	(12)	—	(49)	(61)	5 710	
Variations découlant de l'application initiale d'IFRS 9	—	11	12	(12)	s.	—	11	
Solde retraité au 1 <sup>er</sup> janv. 2018 en vertu d'IFRS 9	2 075	3 707	—	(12)	(49)	(61)	5 721	
Bénéfice de la période	—	363	s. o.	—	—	—	363	
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	22	s. o.	(55)	(4)	(59)	(37)	
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	s. o.	(55)	—	(55)	(55)	
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	s. o.	—	(4)	(4)	(4)	
– réévaluations de l'actif/du passif au titre des prestations définies	—	22	s. o.	—	—	—	22	
Résultat global total pour l'exercice	—	385	s. o.	(55)	(4)	(59)	326	
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(670)	s. o.	—	—	—	(670)	
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(19)	s. o.	—	—	—	(19)	
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	(2)	s. o.	—	—	—	(2)	
<b>Au 30 juin 2018</b>	<b>2 075</b>	<b>3 401</b>	<b>s. o.</b>	<b>(67)</b>	<b>(53)</b>	<b>(120)</b>	<b>5 356</b>	

1 Le capital-actions se compose de 1 225 M\$ en actions ordinaires et de 850 M\$ en actions privilégiées.

2 Le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la réserve pour actifs disponibles à la vente à la juste valeur a été transférée à la réserve pour actifs financiers à la JVAERG en raison de l'application initiale d'IFRS 9.

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53 ainsi que certaines sections du rapport de gestion, tel qu'il est expliqué à la note 1 d), font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

### 1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

---

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

#### a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2018. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

#### b) Normes adoptées avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> janvier 2019

La banque a adopté les dispositions d'IFRS 16 *Contrats de location* (« IFRS 16 ») en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Par suite de l'adoption de cette norme, la banque a comptabilisé au bilan un actif au titre du droit d'utilisation et un passif financier correspondant. Conformément aux dispositions transitoires d'IFRS 16, la banque a appliqué la norme selon une approche rétrospective modifiée aux termes de laquelle l'effet cumulatif de l'application initiale de la norme, le cas échéant, est comptabilisé à titre d'ajustement du solde d'ouverture des résultats non distribués et les chiffres correspondants ne sont pas retraités. L'adoption d'IFRS 16 par la banque n'a eu aucune répercussion sur les résultats non distribués étant donné que, suivant les dispositions transitoires prévues par IFRS 16, la banque a évalué l'actif au titre du droit d'utilisation au montant de l'obligation locative comptabilisé au moment de la transition. Les répercussions sur l'actif et le passif sont présentées au paragraphe h) ci-après.

#### c) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2018, lesquels figurent dans le Rapport et états financiers 2018 de la banque, hormis les changements indiqués en b) ci-dessus, qui ont commencé à être appliqués le 1<sup>er</sup> janvier 2019.

#### d) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certains montants des périodes correspondantes ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour les périodes à l'étude.

Les notes annexes figurant aux pages 43 à 53, les sections « Arrangements hors bilan » à la page 19, « Transactions avec des parties liées » à la page 20, « Capital » à la page 35, « Actions en circulation et dividendes » à la page 36 et les informations suivantes présentées dans la section « Risques » figurant aux pages 20 à 35, font partie intégrante des présents états financiers consolidés : « Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences en matière de dépréciation d'IFRS 9 », « Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments de créance évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA », « Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières », « Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers », « Total des prêts de gros à l'égard des prêts et avances à des clients, au coût amorti », « Portefeuille de prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêt et les garanties financières », « Prêts et avances en souffrance, mais non douteux – nombre total de jours écoulés », « Total des prêts personnels – Prêts et avances à des clients au coût amorti », « Portefeuille de prêts de détail – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêt et les garanties financières », « Prêts et avances douteux à des banques et à des clients », « Prêts renégociés », « Valeur à risque » et « Sensibilité du portefeuille non détenu à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt ».

#### e) Estimations et hypothèses comptables critiques

La préparation de l'information financière exige le recours à des estimations et au jugement concernant des événements futurs. En raison des incertitudes et de la large part de subjectivité inhérentes à la comptabilisation et à l'évaluation des éléments énumérés ci-après, les résultats constatés dans les périodes de présentation de l'information à venir pourraient ne pas correspondre aux hypothèses retenues par la direction pour produire ses estimations. Ainsi, les estimations et jugements pourraient différer considérablement des estimations et jugements retenus par la direction aux fins de l'établissement des états financiers consolidés. La liste des méthodes comptables de la banque qui, de l'avis de la direction, font appel aux estimations et jugements critiques est présentée ci-après et analysée à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » du rapport de gestion qui figure dans le Rapport et états financiers 2018 de la banque. La liste rend compte de l'importance relative des éléments auxquels s'appliquent les méthodes et de la grande part de jugement qui est nécessaire ainsi que de l'incertitude relative aux estimations.

- Pertes de crédit attendues

## Notes annexes (non audité)

- Comptabilité de couverture
- Évaluation des instruments financiers
- Impôt sur le résultat et actifs d'impôt différé
- Obligations au titre des prestations définies

### f) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 juin 2019. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2018, qui sont présentés dans son Rapport et états financiers annuels 2018.

### g) Principales méthodes comptables

Exception faite de ce qui est indiqué au paragraphe b) ci-devant et des informations supplémentaires fournies au paragraphe i) ci-après, les états financiers consolidés ont été établis au moyen des mêmes méthodes comptables que celles ayant servi à préparer les états financiers consolidés annuels audités de 2018. La banque a adopté IFRS 16 *Contrats de location* en date du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Le paragraphe h) ci-après décrit la méthode comptable que suit la banque pour comptabiliser ses contrats de location aux termes d'IFRS 16. De plus, les méthodes indiquées au paragraphe h) ont remplacé la méthode précédente servant à comptabiliser les contrats de location qui est énoncée à la note 2 m) du Rapport et états annuels 2018 de la banque, pour la période considérée qui s'est close le 30 juin 2019.

### h) Contrats de location

Les ententes qui confèrent le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour un certain temps moyennant une contrepartie sont classées comme étant des contrats de location. À titre de preneur, la banque inscrit un actif au titre du droit d'utilisation dans le poste « Immobilisations corporelles » et le passif correspondant, dans le poste « Autres passifs ». L'actif sera amorti sur la durée du contrat de location et le passif financier sera évalué au coût amorti. La comptabilisation initiale de l'obligation locative se fait en fonction de sa valeur nette actualisée des paiements de loyers sur la durée du contrat de location. La durée du contrat de location est considérée comme étant la période pendant laquelle le contrat de location est non résiliable, à laquelle s'ajoutent les périodes visées par toute option de prolongation du contrat de location que la banque a la certitude raisonnable d'exercer et les périodes visées par toute option de résiliation du contrat de location que la banque a la certitude raisonnable de ne pas exercer de manière anticipée. Pour déterminer la durée du contrat de location, la banque doit tenir compte de tous les faits et circonstances pertinents faisant qu'elle a un avantage économique à exercer l'option de prolongation ou à ne pas exercer l'option de résiliation de manière anticipée. L'actif au titre du droit d'utilisation est comptabilisé initialement au montant de l'obligation locative, ajusté du montant des avantages incitatifs à la location reçus.

La charge d'amortissement de l'actif au titre du droit d'utilisation est comprise dans le poste « Amortissement des immobilisations corporelles ». Les intérêts sur l'obligation locative sont compris dans le poste « Charges d'intérêts ». En ce qui a trait à la comptabilisation d'actifs au titre du droit d'utilisation et des passifs correspondants, la banque a appliqué les mesures de simplification prévues par IFRS 16 lui permettant d'exclure les paiements de loyers liés à des contrats de location à court terme et à des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur. Les paiements de loyers associés à ces contrats sont comptabilisés en charges selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location.

En ce qui a trait au bailleur, les contrats de location qui transfèrent la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme étant des contrats de location-financement. La banque inscrit la valeur actualisée des paiements de loyers futurs à recevoir aux termes de contrats de location-financement et la valeur résiduelle lui revenant au poste « Prêts et avances à des banques » ou au poste « Prêts et avances à des clients ». Tous les autres contrats sont classés comme étant des contrats de location simple. La banque présente les actifs faisant l'objet d'un contrat de location simple dans les immobilisations corporelles. Des pertes de valeur sont comptabilisées si les valeurs comptables ne sont pas entièrement recouvrables. Les produits financiers liés à un contrat de location-financement sont inscrits dans le poste « Produits d'intérêts nets » sur la durée du contrat afin de refléter un taux de rendement constant. Les loyers à recevoir aux termes des contrats de location simple sont comptabilisés selon le mode linéaire sur la durée des contrats de location et sont inscrits au poste « Autres produits d'exploitation ».

### Transition à IFRS 16

La banque a calculé la valeur actualisée des paiements de loyers futurs à l'aide de son taux d'emprunt marginal au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Un taux moyen pondéré de 3,8 % est appliqué. Les actifs au titre du droit d'utilisation ont été comptabilisés au montant de l'obligation locative, ajusté en fonction du montant de tout passif résiduel lié aux avantages incitatifs reçus du bailleur comptabilisé dans l'état de la situation financière au 31 décembre 2018.

Lors de la transition à IFRS 16, la banque a comptabilisé d'autres actifs au titre du droit d'utilisation, s'élevant dans ce cas-ci à 269 M\$, et d'autres obligations locatives, s'élevant dans ce cas-ci à 274 M\$.

	M\$
Engagements découlant de contrats de location simple au 31 déc. 2018	277
Exemption relative à la comptabilisation :	(109)
- des contrats de location à court terme	(5)
- des contrats de location dont le bien sous-jacent est de faible valeur	(9)
- des contrats de location dont la date de début se situe après le 1 <sup>er</sup> janv. 2019	(95)
Incidence de l'actualisation des engagements découlant de contrats de location simple au 31 déc. 2018 calculée à l'aide du taux d'emprunt marginal au 1 <sup>er</sup> janv. 2019	(14)
Options de prolongation et de résiliation que la banque a la certitude raisonnable d'exercer	120
<b>Obligations locatives comptabilisées au 1<sup>er</sup> janv. 2019</b>	<b>274</b>

Les actifs au titre du droit d'utilisation qui ont été comptabilisés se rapportent à la location d'immeubles servant à abriter nos succursales et nos bureaux.

L'incidence de la dotation aux amortissements et de la charge d'intérêts se rapportant aux actifs au titre du droit d'utilisation et aux obligations locatives est comptabilisée dans l'état du résultat net à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019. Les chiffres des périodes correspondantes de 2018 n'ont pas été retraités.

Au 30 juin 2019, les actifs au titre du droit d'utilisation se sont élevés à 254 M\$ et les obligations locatives se sont élevées à 261 M\$. La dotation aux amortissements globale que la banque a comptabilisée pour le semestre clos le 30 juin 2019 comprend une tranche de 19 M\$ qui se rapporte aux actifs au titre du droit d'utilisation. La charge d'intérêts sur les obligations locatives s'est élevée à 5 M\$.

La banque a choisi de se prévaloir de la disposition d'IFRS 16 selon laquelle elle n'est pas tenue de réapprécier si un contrat constitue ou comprend un contrat de location à la date d'application initiale d'IFRS 16. Au lieu de procéder à une réappréciation, la banque a appliqué IFRS 16 uniquement aux contrats qu'elle avait antérieurement identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 *Contrats de location* et d'IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*. De plus, la banque a appliqué les mesures de simplification suivantes prévues par la norme, à savoir :

- l'application d'un taux d'actualisation unique à un portefeuille de contrats de location présentant des caractéristiques relativement similaires;
- la comptabilisation des contrats de location dont l'échéance se situe dans les 12 mois suivant le 1<sup>er</sup> janvier 2019 comme s'il s'agissait de contrats de location à court terme et la comptabilisation des paiements de loyers comme s'il s'agissait d'une charge comptabilisée selon le mode linéaire sur la durée restante du contrat de location.

#### **i) Regroupements d'entreprises impliquant des entités sous contrôle commun**

Les regroupements d'entreprises entre la banque et d'autres entités sous contrôle commun de HSBC Holdings plc sont comptabilisés selon les méthodes de l'entité préexistante. Les actifs et les passifs sont transférés à leur valeur comptable actuelle et l'écart entre la valeur comptable des actifs nets transférés et la contrepartie reçue est comptabilisé directement dans les capitaux propres.

## 2 Produits de commissions nets

### Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le							
	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	11	2	5	18	10	3	5	18
Produits de courtage	—	—	2	2	—	2	2	4
Cartes	5	—	11	16	5	—	11	16
Facilités de crédit	58	18	—	76	54	20	—	74
Fonds sous gestion	—	—	49	49	—	—	48	48
Importations/exportations	3	—	—	3	3	—	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	—	2	2	—	—	1	1
Autres	7	3	1	11	5	4	3	12
Services de paiement	6	2	1	9	6	2	1	9
Prise ferme	1	12	—	13	1	16	—	17
<b>Produits de commissions</b>	<b>91</b>	<b>37</b>	<b>71</b>	<b>199</b>	<b>84</b>	<b>47</b>	<b>71</b>	<b>202</b>
Moins les charges de commissions	(5)	(1)	(19)	(25)	(4)	(1)	(18)	(23)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>86</b>	<b>36</b>	<b>52</b>	<b>174</b>	<b>80</b>	<b>46</b>	<b>53</b>	<b>179</b>

	Semestre clos le							
	30 juin 2019				30 juin 2018			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	21	4	8	33	21	4	9	34
Produits de courtage	—	—	4	4	—	—	5	5
Cartes	10	—	21	31	9	—	20	29
Facilités de crédit	115	32	—	147	104	37	—	141
Fonds sous gestion	—	—	94	94	—	—	95	95
Importations/exportations	6	—	—	6	5	—	—	5
Commissions d'agence d'assurance	—	—	3	3	—	—	3	3
Autres	13	7	3	23	11	10	4	25
Services de paiement	11	4	2	17	11	4	2	17
Prise ferme	1	19	—	20	1	23	—	24
<b>Produits de commissions</b>	<b>177</b>	<b>66</b>	<b>135</b>	<b>378</b>	<b>162</b>	<b>78</b>	<b>138</b>	<b>378</b>
Moins les charges de commissions	(8)	(4)	(36)	(48)	(8)	(3)	(33)	(44)
<b>Produits de commissions nets</b>	<b>169</b>	<b>62</b>	<b>99</b>	<b>330</b>	<b>154</b>	<b>75</b>	<b>105</b>	<b>334</b>

## 3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2019 M\$	30 juin 2018 M\$	30 juin 2019 M\$	30 juin 2018 M\$
Régimes à prestations définies	5	7	11	15
– régimes de retraite	3	4	8	9
– régimes autres que de retraite	2	3	3	6
Régimes de retraite à cotisations définies	10	11	19	21
<b>Total</b>	<b>15</b>	<b>18</b>	<b>30</b>	<b>36</b>



## 4 Analyse sectorielle

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction de quatre secteurs d'activité : trois secteurs d'activité mondiaux et un centre général. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les services aux entreprises, les services bancaires internationaux et marchés, et les services bancaires de détail et gestion de patrimoine. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de formules appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes. La compensation de l'incidence nette de ces charges et crédits est prise en compte dans les montants affectés au centre général.

### Bénéfice de la période

	Trimestre clos le									
	30 juin 2019					30 juin 2018				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	151	26	131	11	319	145	26	120	28	319
Produits de commissions nets	86	36	52	—	174	80	46	53	—	179
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	8	16	7	2	33	8	19	7	5	39
Autres produits	—	1	3	15	19	6	1	4	22	33
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>245</b>	<b>79</b>	<b>193</b>	<b>28</b>	<b>545</b>	<b>239</b>	<b>92</b>	<b>184</b>	<b>55</b>	<b>570</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(26)	(8)	(6)	—	(40)	13	(4)	2	—	11
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>219</b>	<b>71</b>	<b>187</b>	<b>28</b>	<b>505</b>	<b>252</b>	<b>88</b>	<b>186</b>	<b>55</b>	<b>581</b>
– externe	241	73	154	37	505	259	88	180	54	581
– intersectoriel	(22)	(2)	33	(9)	—	(7)	—	6	1	—
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(103)</b>	<b>(40)</b>	<b>(176)</b>	<b>(18)</b>	<b>(337)</b>	<b>(102)</b>	<b>(39)</b>	<b>(167)</b>	<b>(26)</b>	<b>(334)</b>
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>116</b>	<b>31</b>	<b>11</b>	<b>10</b>	<b>168</b>	<b>150</b>	<b>49</b>	<b>19</b>	<b>29</b>	<b>247</b>

	Semestre clos le									
	30 juin 2019					30 juin 2018				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine	Centre général	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	302	50	257	33	642	284	49	234	58	625
Produits de commissions nets	169	62	99	—	330	154	75	105	—	334
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	17	46	15	3	81	17	39	14	5	75
Autres produits	1	1	6	29	37	10	1	6	60	77
<b>Total du résultat d'exploitation</b>	<b>489</b>	<b>159</b>	<b>377</b>	<b>65</b>	<b>1 090</b>	<b>465</b>	<b>164</b>	<b>359</b>	<b>123</b>	<b>1 111</b>
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation – (charge)/reprise	(12)	(9)	(7)	—	(28)	47	(1)	(7)	—	39
<b>Résultat d'exploitation net</b>	<b>477</b>	<b>150</b>	<b>370</b>	<b>65</b>	<b>1 062</b>	<b>512</b>	<b>163</b>	<b>352</b>	<b>123</b>	<b>1 150</b>
– externe	515	151	322	74	1 062	518	159	345	128	1 150
– intersectoriel	(38)	(1)	48	(9)	—	(6)	4	7	(5)	—
<b>Total des charges d'exploitation</b>	<b>(204)</b>	<b>(80)</b>	<b>(352)</b>	<b>(29)</b>	<b>(665)</b>	<b>(205)</b>	<b>(77)</b>	<b>(330)</b>	<b>(40)</b>	<b>(652)</b>
<b>Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat</b>	<b>273</b>	<b>70</b>	<b>18</b>	<b>36</b>	<b>397</b>	<b>307</b>	<b>86</b>	<b>22</b>	<b>83</b>	<b>498</b>

## Notes annexes (non audité)

### Données tirées du bilan

	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Services bancaires de détail et gestion de patrimoine M\$	Centre général M\$	Total M\$
<b>Au 30 juin 2019</b>					
Prêts et avances à des clients	24 548	4 014	28 326	—	56 888
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	4 550	1 505	14	—	6 069
Total de l'actif externe	29 089	26 391	35 632	24 085	115 197
Comptes des clients	19 726	5 014	33 116	2 653	60 509
Acceptations	4 570	1 508	—	—	6 078
Total du passif externe	25 855	24 903	34 805	23 838	109 401
<b>Au 31 déc. 2018</b>					
Prêts et avances à des clients	24 768	4 232	28 123	—	57 123
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 418	1 500	14	—	3 932
Total de l'actif externe	26 910	19 524	33 672	23 300	103 406
Comptes des clients	20 614	6 156	30 411	2 631	59 812
Acceptations	2 394	1 543	—	—	3 937
Total du passif externe	23 830	18 158	32 593	23 242	97 823

## 5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 juin 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	6 128	3 034
– autres titres de créance		776	451
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		692	390
<b>À la clôture de la période</b>		<b>7 596</b>	<b>3 875</b>
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		2 955	1 764
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		4 641	2 111
<b>À la clôture de la période</b>		<b>7 596</b>	<b>3 875</b>

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

## 6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du Rapport et états financiers annuels 2018 de la banque.

### Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats <sup>1</sup>		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	125 282	1 564	1 536	15	1 551	1 509	97	1 606
Contrats sur taux d'intérêt	408 017	26 124	2 267	103	2 370	2 186	434	2 620
Contrats sur marchandises	34	—	1	—	1	1	—	1
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>533 333</b>	<b>27 688</b>	<b>3 804</b>	<b>118</b>	<b>3 922</b>	<b>3 696</b>	<b>531</b>	<b>4 227</b>
Contrats de change	136 521	1 757	2 566	12	2 578	2 535	144	2 679
Contrats sur taux d'intérêt	316 992	21 205	1 758	125	1 883	1 704	174	1 878
Contrats sur marchandises	55	—	8	—	8	8	—	8
Au 31 déc. 2018	453 568	22 962	4 332	137	4 469	4 247	318	4 565

1 Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

## Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

### Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2019			31 déc. 2018		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	15 340	17	405	14 241	90	112
<b>Total</b>	<b>15 340</b>	<b>17</b>	<b>405</b>	<b>14 241</b>	<b>90</b>	<b>112</b>

### Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2019			31 déc. 2018		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	1 564	15	97	1 757	12	144
Risque de taux d'intérêt	10 784	86	29	6 964	35	62
<b>Total</b>	<b>12 348</b>	<b>101</b>	<b>126</b>	<b>8 721</b>	<b>47</b>	<b>206</b>

## 7 Placements financiers

### Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		30 juin 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Titres de créance		25 064	24 033
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	17 807	17 545
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 717	2 800
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		3 260	3 399
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		1 280	289
Titres de capitaux propres		10	21
<b>À la clôture de la période</b>		<b>25 074</b>	<b>24 054</b>
Placements financiers		25 074	24 054
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		22 055	20 409
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		3 019	3 645

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

## 8 Autres actifs

	Au	
	30 juin 2019 M\$	31 déc. 2018 M\$
Débiteurs et autres sommes à recevoir	949	434
Participations dans des entreprises associées	–	2
Sommes à recevoir des clients, des courtiers et des chambres de compensation	78	98
Comptes de règlement	1 717	464
Garantie en trésorerie	828	1 195
Autres	14	7
<b>À la clôture de la période</b>	<b>3 586</b>	<b>2 200</b>

## Notes annexes (non audité)

### 9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	30 juin 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	4 936	2 164
<b>À la clôture de la période</b>	<b>4 936</b>	<b>2 164</b>

### 10 Titres de créance émis

	Au	
	30 juin 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	12 205	12 196
Obligations sécurisées	978	1 018
Instruments du marché monétaire	1 802	649
<b>À la clôture de la période</b>	<b>14 985</b>	<b>13 863</b>

#### Durée résiduelle

	30 juin 2019	31 déc. 2018
	M\$	M\$
Moins de un an	4 474	2 749
De 1 an à 5 ans	10 382	10 795
De 5 à 10 ans	129	319
<b>À la clôture de la période</b>	<b>14 985</b>	<b>13 863</b>

### 11 Autres passifs

	Note	Au	
		30 juin 2019	31 déc. 2018
		M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours		1 577	1 572
Obligations locatives		261	s. o.
Créditeurs		246	60
Comptes de règlement		1 803	33
Titres de créance	1	327	—
Garantie en trésorerie		399	159
Autres		40	50
Passif au titre des paiements fondés sur des actions		11	17
<b>À la clôture de la période</b>		<b>4 664</b>	<b>1 891</b>

<sup>1</sup> Au deuxième trimestre, la banque a conclu deux conventions d'emprunt avec le Groupe HSBC, lesquelles constituent des transactions entre parties liées. Il y a lieu de se reporter à la note 30 pour des renseignements supplémentaires sur les transactions entre parties liées dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

## 12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 juin 2019 sont les mêmes que ceux appliqués dans le Rapport et états financiers annuels 2018.

### Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
<b>Évaluations récurrentes à la juste valeur</b>				
<b>Au 30 juin 2019</b>				
<b>Actifs</b>				
Actifs détenus à des fins de transaction	7 489	107	—	7 596
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	5	—	5
Dérivés	—	3 917	5	3 922
Placements financiers	24 588	486	—	25 074
<b>Passifs</b>				
Passifs détenus à des fins de transaction	4 882	54	—	4 936
Dérivés	—	4 222	5	4 227
<b>Au 31 déc. 2018</b>				
<b>Actifs</b>				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 719	156	—	3 875
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	4	—	4
Dérivés	—	4 464	5	4 469
Placements financiers	23 726	328	—	24 054
<b>Passifs</b>				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 152	12	—	2 164
Dérivés	—	4 560	5	4 565

### Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction M\$	Placements financiers M\$	Passifs détenus à des fins de transaction M\$
<b>Trimestre clos le 30 juin 2019</b>			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	7	400	2
Transfert du niveau 2 au niveau 1	16	42	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de l'observabilité des données d'entrée et de la transparence des prix.

## Notes annexes (non audité)

### Variation des instruments financiers de niveau 3

	Actifs		Passifs	
	Dérivés M\$	Détenus à des fins de transaction M\$	Dérivés M\$	Dérivés M\$
Au 1 <sup>er</sup> janv. 2019	5	—	—	5
Total des pertes comptabilisées dans le résultat net	(1)	—	—	(1)
Achats	1	—	—	1
<b>Au 30 juin 2019</b>	<b>5</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>5</b>
Pertes latentes comptabilisées en résultat net et liées aux actifs et passifs détenus à la date de clôture	(1)	—	—	(1)
Au 1 <sup>er</sup> janv. 2018	1	1	1	1
Achats	6	—	—	—
Règlements	(1)	(1)	(1)	(1)
Nouvelles émissions	—	—	—	6
Au 30 juin 2018	6	—	—	6
Pertes latentes comptabilisées en résultat net et liées aux actifs et passifs détenus à la date de clôture	—	—	—	—

### Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 110 et 111 du Rapport et états financiers annuels 2018.

### Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au 30 juin 2019		Au 31 déc. 2018	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
<b>Actif</b>					
Prêts et avances à des clients	1	56 888	56 855	57 123	56 891
<b>Passif</b>					
Comptes des clients		60 509	60 959	59 812	60 119
Titres de créances émis		14 985	15 163	13 863	13 829
Créances subordonnées		1 039	1 036	1 039	1 016

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 52 868 M\$ et juste valeur de 52 837 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

## 13 Notes afférentes au tableau consolidé des flux de trésorerie

### Éléments sans effet de trésorerie inclus dans le bénéfice avant impôt

	Semestre clos le	
	30 juin 2019 M\$	30 juin 2018 M\$
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	48	22
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	6	4
Variation des pertes de crédit attendues	28	(39)
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	8	5
<b>Total</b>	<b>90</b>	<b>(8)</b>

## Variation des actifs d'exploitation

	Semestre clos le	
	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	(37)	(13)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	(692)	(753)
Variation des prêts et avances à des clients	207	(2 563)
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	(4 121)	819
Variation des autres actifs	(3 533)	(3 136)
<b>Total</b>	<b>(8 176)</b>	<b>(5 646)</b>

## Variation des passifs d'exploitation

Variation des charges à payer et des produits différés	(50)	(36)
Variation des dépôts effectués par des banques	307	(468)
Variation des comptes des clients	697	57
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	2 190	1 811
Variation des titres de créance émis	1 122	1 272
Variation des autres passifs	4 673	2 601
<b>Total</b>	<b>8 939</b>	<b>5 237</b>

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

	Au	
	30 juin 2019	30 juin 2018
	M\$	M\$
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	76	58
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques, montant net	(158)	(277)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	717	726
Prises en pension auprès de banques – un mois ou moins	613	366
Bons du Trésor et certificats de dépôt – trois mois ou moins	13	75
<b>Total</b>	<b>1 261</b>	<b>948</b>

## 14 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

## 15 Événement important en 2019

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, la banque a transféré certains services partagés à HSBC Global Services (Canada) Limited (« ServCo »), afin de répondre aux exigences mondiales en matière de recouvrement et de résolution qui assurent la continuité des principaux services partagés et qui facilitent les mesures de recouvrement. Le transfert de personnel, de systèmes et d'autres actifs connexes n'a pas d'incidence significative sur l'ensemble des résultats financiers, la situation financière ni les activités de la banque.

La mise en place de ServCo n'avait pas pour but de bénéficier d'avantages économiques résultant des modifications apportées aux activités, mais correspond plutôt à un réarrangement de l'organisation des activités au sein des entités juridiques qui sont soumises au contrôle commun de HSBC Holdings plc qui agit en sa qualité d'actionnaire ultime afin d'être en conformité à la réglementation pertinente.

La contrepartie reçue dans le cadre de la transaction correspondait à un placement de 4 M\$ qui a par la suite été remboursé en trésorerie le 27 juin 2019.

La différence entre l'actif net retiré et la contrepartie reçue est comptabilisée dans les capitaux propres à titre d'apport réputé de 13 M\$ de l'actionnaire ultime.

## 16 Événements postérieurs à la date de clôture

Il n'y a eu aucun événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2019.

Le 1<sup>er</sup> août 2019, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

# Renseignements à l'intention des actionnaires

---

### ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

#### Vancouver

Banque HSBC Canada  
885, West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Tél. : 604-685-1000  
Télec. : 604-641-3098

#### Toronto

Banque HSBC Canada  
70, York Street  
Toronto (Ontario)  
Canada M5J 1S9

#### Demandes des médias

Anglais :  
416-868-3878  
416-868-8282  
Français :  
416-868-8282

#### Site Web

[www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)

#### Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC\_CA  
Facebook : @HSBCCanada  
YouTube : HSBC Canada

### RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada  
Service des relations avec les investisseurs –  
Service des finances  
4<sup>e</sup> étage  
2910, Virtual Way  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V5M 0B2  
Courriel : [investor\\_relations@hsbc.ca](mailto:investor_relations@hsbc.ca)

#### Désignation de dividendes déterminés :

Aux fins de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada), et de toute loi provinciale similaire, la Banque HSBC Canada confirme que tous les dividendes versés à des résidents canadiens en 2006 et au cours des années subséquentes sont déterminés, sauf indication contraire.

## Autres ressources HSBC

---

#### HSBC Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

#### Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888  
[www.hsbc.ca/funds](http://www.hsbc.ca/funds)

#### Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

#### Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse [www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)



**Banque HSBC Canada**

885 West Georgia Street  
Vancouver (Colombie-Britannique)  
Canada V6C 3E9  
Téléphone: 604-685-1000  
[www.hsbc.ca](http://www.hsbc.ca)